

BELTRADE

LE BULLETIN D'ACTUALITE ECONOMIQUE DE LA RDC N°49 ♦ DE JANVIER À AOÛT 2020

www.hub.brussels



COVID-19 : impacts et perspectives sur l'économie de la R.D. Congo



OPPORTUNITES D'AFFAIRES DANS QUELQUES SECTEURS

Industrie et transformation locale

Agriculture

Santé

Mines

Numérique

Infrastructures



Une Publication du Bureau économique et commercial des Régions bruxelloise, flamande et wallonne
c/o Ambassade de Belgique
Jérôme Roux – AEC
Tél : +243 815048271
Mail : kinshasa@hub.brussels
Site internet : www.hub.brussels



SOMMAIRE

I. CONJONCTURE MACROÉCONOMIQUE ET CLIMAT DES AFFAIRES	6
1.1. Conjoncture macroéconomique	6
1.1.1. Croissance	6
1.1.2. Inflation	7
1.1.3. Taux de change	7
1.1.4. Budget	8
1.1.5. Commerce extérieur	8
1.2. Climat des affaires et Situation politique intérieure	9
1.2.1. Climat des affaires	9
1.2.1.1. Mesures de soutien à l'économie	9
1.2.1.2. Impact de covid-19 sur les entreprises	9
1.2.1.3. Lancement du programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des impacts de covid-19 chiffré à 2,61 milliards USD	10
1.2.1.4. La position de la RDC par rapport à différents indicateurs de mesure du climat des affaires	11
1.2.2. Situation politique intérieure	12
1.2.2.1. Tension entre la coalition FCC-CACH	12
1.2.2.2. Nomination des mandataires des entreprises publiques	12
II. LA RDC DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES	13
2.1. Relation Multilatérale	13
2.1.1. Fonds Monétaire International	13
2.1.1.1. FMI annonce le versement d'une aide d'urgence de 363 millions de dollars	13
2.1.2. Banque Mondiale (BM)	13
2.1.2.1. Appui de la BM à la RDC: santé, éducation et agriculture	13
2.1.3. Organisation des Nations Unies (ONU)	14
2.1.3.1. L'ONU compte appuyer le gouvernement avec 407,7 millions USD pour atténuer les effets socio-économiques de covid-19	14
2.1.4. Le Fonds international de développement agricole (FIDA)	14
2.1.4.1. Aide du FIDA au Programme d'appui au développement rural inclusif et résilient (PADRIR).	14
2.1.5. Banque africaine de développement (BAD)	14
2.1.5.1 Covid-19 : 13,55 millions de dollars américains de la BAD	14
2.1.6. Union Européenne (UE)	14
2.1.6.1. 4,5 millions d'euros de l'UE et UNICEF en appui au Plan national de développement sanitaire.	14
2.2. Relation bilatérale	15
2.2.1. Belgique	15
2.2.1.1. Félix Tshisekedi en visite privée en Belgique	15
2.2.1.2. La Première ministre belge à Kinshasa	15
2.2.2. France	16
2.2.2.1. La France octroie 30 millions d'euros pour l'assainissement de la ville de Kinshasa et la protection des forêts congolaises	16
2.2.2.2. Covid-19: la France apporte une aide de plus de 6,7 millions de dollars à la RDC	16
2.2.2.3. La Proparco accorde une ligne de crédit de 3 millions USD à Advans Banque RDC	16
2.2.3. Allemagne	16
2.2.3.1. Coronavirus : soutien de l'Allemagne de 6,5 millions d'euros	16
2.2.3.2. Projet de production d'hydrogène via la RDC	16
2.2.4. Royaume-Uni	16
2.2.4.1. Le RU a annoncé une intervention de 11,8 M\$ dont 1,8 M\$ contre la faim	16
2.2.5. Suisse	16
2.2.5.1. 3,9 M\$ fléchés sur le Sud-Kivu	16
2.2.5.2. 150 millions USD mobilisés pour le secteur agricole	16
2.2.6. États-Unis	18
2.2.6.1. Appui des États-Unis à la riposte au COVID-19 en RDC : 17,4 M\$.	18
2.2.7. Canada	18
2.2.7.1. 5,3 M\$ pour des actions visant la réfection de centres de santé	18
2.2.8. Chine	18
2.2.8.1. L'appui à la riposte Covid-19 de sociétés chinoises évalué à trois millions USD	18
2.2.9. Japon	18
2.2.9.1. Le Japon dote l'INRB d'un nouveau bâtiment évalué à 21 millions USD	18
2.2.9.2. Le Japon fait un don d'une locomotive à la SCTP d'une valeur de 4,5 millions de dollars américains.	18
III. ACTUALITÉ DES SECTEURS DE PRODUCTION	19
3.1. Covid-19 : impacts et perspectives sur l'économie RD Congolaise	19

3.1.1. Agriculture	19
3.1.1.1. Plan national de relance agricole chiffré à 4,4 milliards USD	19
3.1.1.2. La RDC réalise en 2019 une production record du cacao de ces dix dernières années avec 27 257 tonnes	20
3.1.1.3. L'association des exportateurs de Cacao -Café suspend l'achat de ces produits à Beni-Butembo-Lubero et Ituri	20
3.1.1.4. Projet PAKAKIN érige 23 centres de transformation pour 100.000 ménages agricoles du Kwilu	21
3.1.2. Industrie et transformation locale	21
3.1.2.1. Vers une nouvelle politique industrielle en RDC	20
3.1.3. Santé	21
3.1.3.1. Fin de l'état d'urgence en RDC	20
3.1.3.2. Opportunités et état de lieux face au Covid-19	22
3.1.4. Mines	23
3.1.4.1. L'impact du Coronavirus sur le secteur minier	23
3.1.4.1.1. Cuivre	23
3.1.4.1.1.1. Sicomines veut utiliser une nouvelle technologie d'extraction de cuivre du finlandais Outotec	23
3.1.4.1.1.2. Ivanhoe veut renforcer sa trésorerie pour mieux traverser la période de crise sanitaire	24
3.1.4.1.2. Or	24
3.1.4.1.2.1. L'once d'or atteint un niveau record de 1.930,48 USD	24
3.1.4.1.2.2. Barrick s'active sur le projet d'or Ngayu après Kibali	24
3.1.4.1.2.3. Banro Corporation vend à Shomka Ressources Ltd sa mine d'or de Namoya dans le Maniema	25
3.1.4.1.2.4. Amani Gold prévoit un vaste programme de forages	25
3.1.4.1.3. Diamant	26
3.1.4.1.3.1. Le gouvernement suspend le Conseil d'administration et le Comité de gestion de la MIBA	26
3.1.4.1.3.2. Le lot de diamants de la RDC vendu aux enchères à Anvers pour 7,8 millions USD	26
3.1.4.1.4. Lithium	27
3.1.4.1.4.1. AVZ Minerals obtient un nouveau financement de 10,6 millions de dollars pour le projet Manono	27
3.1.4.1.5. Coltan	28
3.1.4.1.5.1. Alphamin produit plus de 2.500 tonnes d'Étain au deuxième trimestre 2020	28
3.1.5. Numérique	29
3.1.5.1. Numérique : opportunité pendant et après covid-19	29
3.1.5.2. Les 4 sociétés de téléphonie mobile ont généré un revenu total de 381,68 millions USD au 1er trimestre 2020	30
3.1.7. Environnement	31
3.1.7.1. Le Fonds d'investissement pour le climat offre 21,5 millions USD pour la gestion durable des forêts de la RDC	31
3.1.8. Energie	31
3.1.8.1. Projet hydroélectrique Inga III : le retrait du soutien de la RSA rendra le projet non bancable et non réalisable	31
3.1.7.2. Signature d'un accord avec le Rwanda pour encadrer l'exploitation du gaz méthane	32
3.1.6. Le secteur des Infrastructures	32
3.1.6.1. Projets en cours dans le secteur des infrastructures	32

IV. ECHOS DES PROVINCES

4.1. Kinshasa	33
4.1.1. 17 millions USD pour la construction d'une digue sur le site rizicole du Pool Malebo à Masina	33
4.1.2. 12 hôpitaux inscrits dans le projet de gestion numérique des données COVID-19	33
4.2. Tanganyika	33
4.2.1. Le gouverneur Zoé Kabila inaugure le bateau Amani	33
4.3. Ituri	34
4.3.1. 19.000.000 de dollars américains pour le démarrage de travaux de la réhabilitation de la RN4	33
4.4. Sud-Kivu	34
4.4.1. Les jeunes se mobilisent pour une plus grande production de la culture d'ananas à Idjwi	34
4.5. Kasai Oriental	34
4.5.1. Mutombo Dikembe finance la construction d'une école des sciences et de l'entrepreneuriat à Mbuji-Mayi	34

V. L'AGENDA DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS À VENIR

5.1. Africa Ceo Forum organise le « Family Business Summit » virtuel du 1er au 2 octobre 2020	35
5.2. Sixième édition du Sultani Makutano reporté au mois de décembre 2020	35

VI. APPELS D'OFFRES

36



Jérôme ROUX
**Conseiller économique
et commercial**

Tél.: +243 81 50 48 271
E-mail:kinshasa@sprb.brussels



Ghislaine KAHAMBU KAMBESA
Assistante

Tél : +243 81 50 48 272



Annytha Igikwiye
Assistante

Tél.: +243 85 63 96 052



Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne à Kinshasa (RDC)

La Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne à Kinshasa (RDC), a pour vocation d'aider les entreprises belges et congolaises à nouer des relations d'affaires.

Située à l'Ambassade de Belgique, ses bureaux mettent à la disposition des entreprises belges et congolaises des opportunités d'affaires ainsi que des contacts à travers les supports d'information suivants :

- **un bulletin d'information** bimensuel beltrade info, qui propose une synthèse des faits importants de l'actualité économique de la RDC en 5 parties : Conjoncture macro-économique et climat des affaires, la RDC dans les relations internationales, Actualité des secteurs de production, Echos des Provinces de la RDC ainsi que les appels d'offres ;
- **des cahiers sectoriels** qui, en présentant les potentialités d'un secteur, cherchent à décrire ce qu'il y a à faire secteur par secteur en RDC ;
- **des Beltrade contacts RDC** qui, en présentant les acteurs clés du secteur dans chaque province du Congo, cherchent à décrire avec qui travailler dans ce secteur en RDC ;
- **des Beltrade Contacts Belgique** qui présentent le savoir-faire belge dans un secteur donné destiné à la République Démocratique du Congo.

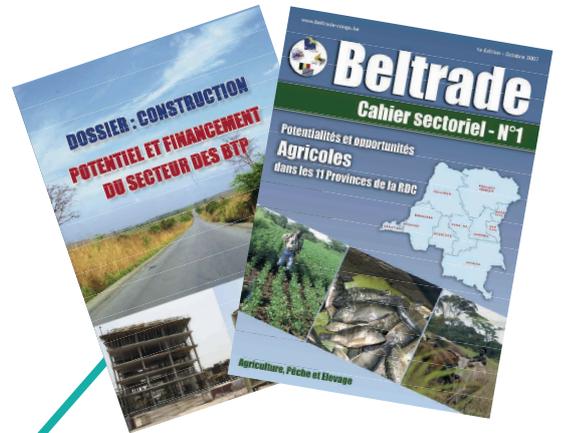
La Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne organise également des rencontres directes entre entrepreneurs belges et congolais à travers des tables rondes thématiques et des missions économiques individuelles ou collectives en Belgique et au Congo.

Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne en RDC C/o Ambassade de Belgique à Kinshasa

Beltrade info



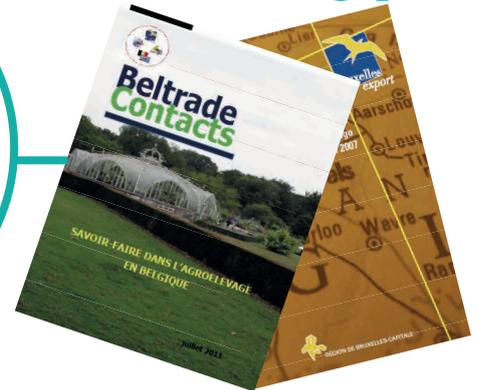
Beltrade cahier sectoriel



*Beltrade contacts
RDC*



*Beltrade contacts
Belgique*



*Missions économiques
en RDC*



*Missions économiques
en Belgique*



Site internet : www.hub.brussels

CONJONCTURE MACROÉCONOMIQUE

Croissance

La situation économique RDCongolaise, déjà détériorée en 2019 s'est aggravée avec les effets de la Covid-19.

Plusieurs pays exportateurs de matières premières industrielles, comme la République Démocratique du Congo, ont dû faire face à un fléchissement de la demande extérieure et une baisse des prix du pétrole et des métaux, parallèlement à des perturbations internes.

Les estimations de croissance, sur base des réalisations de production à fin mars 2020, tablent sur une contraction du PIB à -2,4% contre -1,9% prévue initialement. La Banque Mondiale va jusqu'à -3,8% dans le pire des scénarios de propagation du Coronavirus.

Cependant, la reprise progressive de l'activité économique mondiale et le lancement de la production de la mine de Kamo-Kakula devraient permettre un rebond de la croissance économique à 4,5 % en 2022. En effet, les cours du cuivre ont connu une hausse de 21 % au deuxième trimestre 2020. L'or a atteint un niveau record en juillet 2020 à 1760 USD l'once. Quant au zinc, son prix remontera pour le reste de l'année 2020 avec l'amélioration de la demande chinoise. Les statistiques renseignent que le prix du cobalt a chuté de 15 % depuis février 2020, pour s'établir autour de 30 000 USD la tonne.

Avec un PIB de 45 milliards USD pour une population de près de 100 millions d'habitants cela teste un peu plus encore la résilience de la population qui vit avec 1,4 USD par jour par personne. La croissance de la population étant de 3,5 % en moyenne, ceci représentera une réelle baisse du PIB par habitant : 542,76 USD (2019) ; 504,75 USD (2020).

La situation économique reste encore fragile, du fait que plusieurs Etats sont à nouveau confinés afin de contenir une seconde vague de contamination de COVID-19.

Le FMI, qui est intervenu par de 2 Facilités rapides de crédit (décembre et avril) à hauteur de 730 M\$, a engagé un « programme de référence », dont les



critères quantitatifs ne semblent plus respectés. Fin avril, le déficit budgétaire était de 350 M\$, supérieur à celui de toute l'année 2019. Le gouvernement s'est, une nouvelle fois, engagé à ne plus recourir à des avances de trésorerie auprès de la BCC. Il a, par ailleurs, décidé de mettre en œuvre un plan de trésorerie réaliste qui tienne compte des recettes.

A court terme, la RDC a besoin du secteur privé pour des aides ponctuelles en espèces ou en nature ainsi que des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour des dons, prêts concessionnels, appuis budgétaires et appuis à la balance des paiements. Elle a également, ensemble avec d'autres pays africains, besoin de négocier une suspension ou un rééchelonnement du service de sa dette (+/- USD 225 millions par an) et si possible d'obtenir une annulation pure et simple comme ce fut le cas à l'époque de l'initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) des années 2000-2010 qui a vu la RDC bénéficier au 1er juillet 2010 d'une remise de dette de USD 11 sur 13 milliards. Pour cela, elle peut se prévaloir d'être un pays fragile à faibles revenus en proie à des crises sécuritaire et humanitaire.

Concernant l'Afrique subsaharienne, elle a subi le contrecoup de la pandémie chez ses principaux partenaires commerciaux, de la perturbation des voyages internationaux et des chaînes d'approvisionnement, et de



l'effondrement des prix des produits de base, notamment le pétrole et les métaux industriels.

Les dernières projections de croissance mondiale, publiées au mois de juin 2020

par la Banque mondiale, l'OCDE et le FMI renseignent une contraction de l'activité

Économique mondiale en 2020, respectivement de -5,2 %, -6,0 % et -4,9 %.

SERVICE DE LA DETTE EXTÉRIÈRE PAR GROUPES DES CRÉANCIERS DU 1^{er} JANVIER AU 30 AVRIL 2020 (en milliers de USD)

CRÉANCIERS	Service prévu	Service effectué	Ecart	Taux d'exécution
INSTITUTIONS MULTILATÉRALES	79 889,6	29 952,4	- 49 937,2	37,5
CLUB DE LONDRES	1 995,1	1 955,1	-	-
CLUB DE KINSHASA	35 746,8	31 831,0	-3 915,8	89,0
CLUB DE PARIS	317,8	11 961,2	11 643,4	3 763,3
Total	117 909,4	75 699,7	-42 209,6	64,2

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) et Banque Centrale du Congo.

Inflation

Depuis le début de la pandémie, la RDC a connu une hausse de l'inflation due à la dépréciation du Franc Congolais par rapport au Dollars Américain ainsi qu'aux problèmes d'approvisionnement de certains produits.

Le taux d'inflation a atteint 11,77% en cumul annuel et en glissement annuel 14,22% contre respectivement 2,35% et 4,17% à la période correspondante de l'année 2019.

Taux de change

Il s'observe depuis le mois d'avril 2020 sur le marché de change une très forte dépréciation de la monnaie nationale et la barre de 2000 FC/USD a été franchi au 17 juillet 2020. Le cours indicatif s'était établi à 2013 CDF le dollar. Au 28 juillet 2020 il s'est établi à 1969,32 le dollar américain. Le Franc Congolais affiche une dépréciation de

15,27% contre 2,94% pour l'ensemble de l'année 2019.

La forte dollarisation de l'économie contribue au renchérissement des denrées de première nécessité importées (riz, huile, maïs etc...). Cette érosion s'explique par la raréfaction de la devise américaine sur le marché bancaire.

RDC en chiffres			
	2018 (p)	2019 (p)	2020(1) (e)
Croissance du PIB (%)	5,82	4,38	-2,44
PIB en milliards de dollars	46,84	46,92	45,03
PIB par habitant (en USD courant)	560,75	542,76	504,75
Taux de change	1 670,75	1 756,00	1 950,00
Taux d'inflation fin période (*)	7,73	3,91	13,05
Population résidente (**) (en milliers d'habitants)	83	86	89

Source : Banque Centrale du Congo

Direction de la Recherche et des Statistiques, Service des Statistiques Economiques.

(*) Pour l'inflation en 2020, il s'agit respectivement des taux en glissement et en moyenne annuels calculés par la BCC à la 5ème semaine de juin 2020.

(**) Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

(1) Estimations sur base des réalisations de production à fin décembre 2019.

(2) A partir de 2002, base 100 = 2005

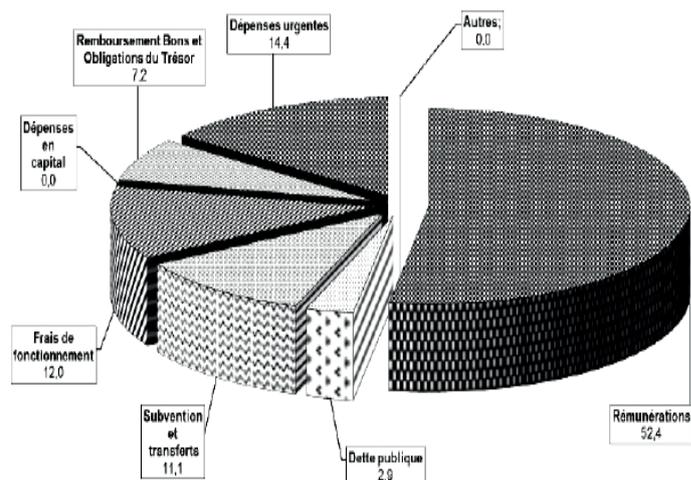
Budget

Le budget de l'Etat souffre du ralentissement de l'économie internationale afférent à la pandémie de la Covi19. Cette perturbation a réduit drastiquement les recettes publiques avec des répercussions sur les dépenses. Les régies financières n'en sont donc pas épargnées. Prévu à 11 milliards, une baisse du budget limitée à 35,2% est préconisée pour le projet de loi de Finances rectificative de l'exercice 2020.

Le gouvernement a sollicité des appuis budgétaires et à la balance des paiements auprès des institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI, BAD, Aifexim Bank...) et décidé de négocier un rééchelonnement de la dette extérieure.

L'endettement de la RDC reste limité, de l'ordre de 10 MMUSD, soit 20% du PIB, dont 6 MMUSD de dette externe.

La dette intérieure, notamment les arriérés de TVA (plus de 1 MMUSD), va sans aucun doute augmenter. Fin février 2020 aucune TVA remboursable n'a été liquidée.



Source : - Banque Centrale du Congo.

Commerce extérieur

Evolution de la balance commerciale en millions de USD/Janvier-Avril 2020

	2019	2020	Variation
Exportation	4 685,44	3 381,49	-24,9
Importation	4 131,23	2 941,13	-28,8
PIB par habitant (en USD courant)	554,21	440,35	-20,5

- Source Banque Centrale du Congo

Prévision 2020

- Chute des importations en 2020 de - 5.3 % (BM)
- Chute des exportations en 2020 de - 7.2 % (BM)
- Ralentissement de la demande mondiale : Chine et UE : 85% des importations et 82% des exportations de la RDC.
- Perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales : les restrictions de confinement en Afrique australe entraînent une congestion

des ports et de certains postes frontaliers, réduisant pour les miniers la disponibilité en intrants et augmentant la difficulté d'exporter.

La baisse de la valeur des exportations observée en 2019 a été principalement imputable à la diminution des exportations des produits miniers et hydrocarbures, qui représentent plus de 90% des recettes d'exportation de la RDC.



CLIMAT DES AFFAIRES

Mesures de soutien à l'économie

Compte tenu de la pandémie, les autorités congolaises ont pris un certain nombre de mesures afin de permettre à la population et aux entreprises de tenter de faire face à crise :

- Suspension de l'impôt sur la rémunération des fonctionnaires, suspension de l'IPR de 15% sur toutes les primes des fonctionnaires ;
- Gratuité de la fourniture d'eau et d'électricité aux ménages durant une période de deux mois en vue d'alléger les charges des ménages durement frappés par la crise sanitaire du covid-19.
- Mis en place du Programme Alimentaire d'urgence (PAU), pour approvisionner les grandes villes et agglomérations surtout Kinshasa en denrées alimentaires, à un prix promotionnel avec 50 millions de dollars de la Banque Centrale du Congo. Cet appui a servi pour soutenir les importateurs et les distributeurs des produits de première nécessité. La Banque centrale a mis en place un guichet de refinancement de 3 à 24 mois pour accorder des facilités aux opérateurs économiques de manière à assurer les grands centres urbains en produits de première nécessité.
- Le Fonds de Promotion Industriel (FPI) a mis à disposition des entreprises la somme de 10 millions de dollars américains. Grâce à ce fonds débloqué en deux temps et à zéro taux de remboursement, les entreprises du secteur de transport et du commerce ont pu acheminer des produits vivriers à Kinshasa par des barges.



- La matérialisation des Zones Économiques Spéciales dans les 6 zones industrielles. Un contrat d'aménagement a été signé le 28 janvier 2020 à Kinshasa, entre le Gouvernement et la firme Strategos Group. Strategos Group devrait, par ses activités, attirer des investisseurs privés sur la zone, en vue de soutenir la croissance économique et la création d'emplois...
- Lancement par le Chef de l'Etat du programme d'atténuation des effets de Covid-19 de 450 millions de dollars. Ce programme, va s'étaler sur 9 mois. Il a deux axes : la stabilité du cadre macro-économique et la relance de l'économie nationale fondée sur la réduction de la dépendance aux exportations et le soutien aux secteurs productifs porteurs de croissance. Il est noté de briser la chaîne d'importations des produits alimentaires dont le riz, le maïs, le manioc, le haricot...

Impact de covid-19 sur les entreprises

Les activités de la quasi-totalité des entreprises membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) ont été affectées par la pandémie de coronavirus en RDC, selon une étude menée en mai 2020 par ce syndicat patronal. L'étude a été faite sur 103 entreprises dans 8 provinces avec une forte représentation de la Ville de Kinshasa (62%). 86% des personnes ayant participé à l'étude sont soit des Chefs d'entreprises soit des hauts responsables.



Résultats de l'étude

- Secteurs d'activités fortement touchés par la COVID-19 :

- agence de voyage et de tourisme ;
- HORECA ;
- producteurs et distributeurs des boissons alcoolisées ou non ;
- compagnie d'aviation.

- 21% des entreprises ont arrêté leurs activités à la suite de la COVID-19 :

- 41% des entreprises ont suspendu leurs investissements ;

- 14% des entreprises ont enregistré des pertes sur leurs activités évaluées à plus de 75% du chiffre d'affaires de l'année antérieure et 53% pour les pertes comprises entre 10% et 50% du chiffre d'affaires réalisé en 2019 ;

- 16% des entreprises ont suspendu les contrats de travail avec leur personnel alors que 21% sont

restés avec moins de la moitié des effectifs ;

- 36% des entreprises ne sont pas à mesure d'honorer leurs charges fiscales et 39% en incapacité de payer les salaires au personnel ;

- 81% des entreprises proposent d'alléger la fiscalité pour relancer les activités économiques post COVID-19 ;

- 63% des entreprises demandent la création d'un fonds de soutien aux entreprises touchées par la COVID-19.

- Une entreprise sur dix n'a pas maintenu son effectif du personnel à la suite du COVID-19 à cause de l'arrêt de ses activités et 21% des entreprises ont réduit de plus de moitié leurs effectifs contre 13% qui ont gardé plus de la moitié.

Il faut noter que la RDC ne compte plus que 500 entreprises industrielles contre près de 9.000 en 1960.

Lancement du programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des impacts de covid-19 chiffré à 2,61 milliards USD



Photo de couverture : Oeuvre de l'Etudiant Dieudonné (Académie de Beaux Arts)

Lancé le 18 juin 2020 par le Chef de l'Etat, ce programme de 2,610 milliards USD contient trois types de mesures :

- Des mesures d'urgence, dont le coût est estimé à USD 1.787.790.000
- Des mesures d'appuis à l'urgence estimées à USD 513.250.000
- et des mesures liées à des projets et des réformes structurels évaluées à USD 309.580.000

Il s'articule autour de trois axes :

- **Axe1** : Riposte, surveillance et renforcement du système de santé
- **Axe2** : Soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie ; à travers :
 - l'appui aux activités économiques indispensables et susceptibles d'atténuer le choc dû à la Covid-19 et d'encadrer les secteurs productifs ;

- la promotion d'un paquet minimum d'infrastructures structurantes et industrialisantes ;

- la mise en œuvre de mesures précises de politiques monétaire, budgétaire et de change.

- **Axe3** : Atténuation de risques et soutien aux populations ; à travers des mesures et des actions devant répondre aux besoins minimums de sécurité, d'accès à la justice et aux services sociaux essentiels, de sécurité alimentaire et d'approvisionnement, de protection de l'emploi, de l'enfant et des groupes vulnérables.

Le PMUAIC-19, d'une durée de 9 mois, permet de mutualiser toutes les mesures proposées par les acteurs étatiques et non étatiques dans le but de nourrir le collectif budgétaire et de mobiliser les ressources auprès des partenaires au développement pour l'atténuation des effets de la COVID-19.

La position de la RDC par rapport à différents indicateurs de mesure du climat des affaires

La RDC a lancé des réformes visant à renforcer la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et améliorer le climat des affaires mais elle reste classée 184 sur 190 pays dans le rapport Doing Business 2019 sur la réglementation des affaires et doit relever de nombreux défis pour attirer les investisseurs dans des secteurs clés.

Rapport 2020 du Cabinet Mercer classe Kinshasa comme la 4ème ville la plus chère en Afrique pour les expatriés (24e mondiale). En 2019 elle occupait la 3ème place. La ville la plus chère en Afrique est Victoria (Seychelles). Elle est suivie de N'Djamena. En troisième place, Lagos au Nigeria (18e mondiale). Cette année, le rapport Mercer indique que six des dix villes les plus chères au monde sont asiatiques. Hong Kong est la ville la plus chère au monde pour les expatriés tandis que Tunis, la capitale de la Tunisie reste la moins chère. Le rapport Mercer tient compte de plusieurs critères. Il s'agit notamment du coût du logement, du transport, de l'alimentation, de l'habillement, des articles ménagers et du divertissement dans les villes étudiées.

Pour le rapport de Transparency International sur la perception de la corruption, la République Démocratique du Congo se trouve avec un score de 18 % en se classant au 168ème rang sur 180 pays repris. Selon la Ligue congolaise contre la corruption (LICOCO), le score de la RDC montre que la corruption en 2019 s'est accrue dans presque tous les secteurs.

Le rapport 2019 publié par le Comité interprofessionnel du vin de champagne (CIVC ou Comité Champagne), un organisme interprofessionnel regroupant tous les opérateurs relevant du vin en appellation Champagne place la RDC 4ème en Afrique selon le classement des pays africains par volume de champagne importé (2019). Ce, pour avoir importé 220.352 bouteilles de champagne. Les trois premières places sont occupées par l'Afrique du Sud (1 078 754 bouteilles), le Nigéria (569 440 bouteilles) et la Côte d'Ivoire (348 955 bouteilles). Le Top 5 du continent africain est ainsi fermé par le Maroc avec 212 410 bouteilles importées au cours de l'année 2019. Signalons par ailleurs que les expéditions de champagne dans le monde s'établissent en 2019, à 297,6 millions de bouteilles, en retrait de 1,6 %. Le chiffre d'affaires atteint un record historique de 5,0 milliards d'euros (+3,4 %) après celui de 2018. La valeur cumulée de ses importations de champagne en Afrique se chiffre à environ 89,85 millions d'euros, soit une part marginale de 1,8 % de la valeur totale des expéditions de champagne dans le monde en 2019.

La Banque mondiale a rendu public son nouveau classement des pays les plus riches au monde. Le Produit Intérieur Brut (PIB) est l'indicateur le plus retenu pour évaluer la production de biens et services d'un pays pendant une année. Ainsi, il illustre l'importance de l'activité économique d'un pays. La RDC ne figure pas parmi le top 10 africains. En 2019 elle avait occupé la 13ème place.

Classement 2019	Pays	PIB en milliards de dollars	Population en millions d'habitants
1	Nigéria	447,01	195.87
2	Afrique du Sud	385,53	57.78
3	Egypte	298,15	98.42
4	Algérie	200,17	42.23
5	Maroc	122,46	36.03
6	Angola	110,19	30.81
7	Kenya	98,26	51.39
8	Ethiopie	88,17	109.22
9	Tanzanie	60,30	56.32
10	Ghana	57,23	29.77
11	Libye	51,33	6.68
12	Côte d'Ivoire	49,40	25.07
13	Rép. Dém. du Congo	46,12	84.07

Au niveau mondial, le classement 2020 met les Etats-Unis à la première place comme pays plus riche, avec un PIB (à prix courants) de 21.427,7 milliards de dollars. Vient ensuite la Chine avec 14.342 milliards. Le Japon suit avec 5.081,8 milliards. Viennent ensuite l'Allemagne (3.845,6 milliards)

et l'Inde (2.875 milliards). Il faut descendre au 26ème rang mondial pour trouver le premier Africain classé. Comme en 2017, c'est le Nigéria, avec 447 milliards de dollars. Viennent en suite : l'Afrique du Sud, L'Egypte, l'Algérie, le Maroc, l'Ethiopie, le Kenya, l'Angola, le Ghana, la Tanzanie.

Tension entre la coalition FCC-CACH

La coalition entre le Cap pour le changement (Cach, pro-Tshisekedi) et le Front commun pour le Congo (FCC, fidèle à l'ancien président Joseph Kabila) au pouvoir en RDC connaît de fortes tensions ces derniers mois.

La brève arrestation du ministre de la Justice sur fond de réforme judiciaire contestée, la demande des réformes électorales avant le choix du président de la commission électorale indépendante (CENI), la condamnation de Vital Kamerhe, les massacres à répétition à l'Est du pays, conflit frontalier... sont là des faits qui ont provoqués

plusieurs manifestations dans plusieurs villes du pays. Ces manifestations ont été organisées soit par le FCC (soutien aux institutions), soit avec Cash (contre l'entérinement du Président de la Ceni), l'opposition et société civile (réforme de la Ceni et dissolution de l'Assemblée Nationale).

L'échange entre les leaders Kabila-Tshisekedi de ces deux regroupements au pouvoir le 02 juillet 2020 n'a pas aplani les divergences entre les deux regroupements au pouvoir.

Nomination des mandataires des entreprises publiques

Le président de la République a nommé le 10 juin 2020 de nouveaux mandataires à la tête d'entreprises publiques. Ils sont tous issus de la Coalition politique FCC - CACH.

Si certains acteurs politiques (anciens ministres, députés nationaux et sénateurs) connus se retrouvent parmi les nominés, il y a également de nouvelles têtes qui font leur entrée dans les entreprises.

A l'Office des voiries et drainage (OVD),

- Victor Ntumba, directeur général ;
- Piko Mwepu, directeur général adjoint.

A la Direction générale des impôts (DGI),

- Barnabe Mwamba, directeur général ;
- André Ngoy Nzam, directeur général adjoint ;
- Bekile Ipan, directeur général adjoint.

Aux Lignes maritimes congolaises (LMC SA),

- Lambert Mende, président du Conseil d'administration ;
- Cédric Tshizainga, directeur général ;
- Mukendi Mwanza, directeur général adjoint.

Administrateurs : Dieudonné Mwenze, Carine Mulamba et Nandy Andalikiyana.

A l'Office National d'Identification de la Population (ONIP),

- Richard Ilunga Ntumba, directeur général ;
- Kobo Pademogo, directeur général adjoint.

A la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP),

- Laurent Batumona, directeur général ;
- Anicet Kuzunda Mutangi, directeur général adjoint.

A la Régie des Voies Aériennes (RVA);

- Bienvenu Liyota Ndjoli, président du conseil d'administration ;
- Abdallah Bilenge, directeur général ;
- William Pambu Pambu, directeur général adjoint

Administrateurs : Juvenal Munobo, Trésor Kapuka



Immeuble intelligent - siège du gouvernement de la RDC

Ngoyi, Louis Blaise Londole, Lambert Sango Sango, Olive Mundekereza Namegabe et Filia Kayindu.

A la Société Commerciale des Transports et des Ports (SCTP),

- José Makila Sumanda, président du conseil d'administration ;
- Franck Mabaya, directeur général ;
- Gabin Lulendu, directeur général adjoint

Administrateurs : Daniel Mwana Nteba, Antoinette Kipulu, Emmanuel Mbo, Norbert Kibisua, Antoine Nzangi, Frey Nkumu et Francis Mabanze.

A la Caisse d'épargne du Congo (CADECO),

- Bopila Hussan Moja, président du Conseil d'administration ;
- Emmanuel Nalikola, directeur général ;
- Juliette Mughole, directeur général adjoint.

Administrateurs : Jean Pierre Dikoma, Adolphe Amisi Makutano, Lidye Baopeko, Teddy Ngoyi Ngoyi, Odiane Lokako et Longwango Nsele Lomo.

La clé de répartition des postes entre les deux forces politiques de la coalition au pouvoir a été respectée.

Si certains acteurs politiques (anciens ministres, députés nationaux et sénateurs) connus se retrouvent parmi les nominés, il y a également de nouvelles têtes.

RELATION MULTILATERALE

Fonds Monétaire International (FMI)



FMI a annoncé le versement d'une aide d'urgence de 363 millions de dollars

- FMI a annoncé le versement d'une aide d'urgence de 363 millions de dollars en appui budgétaire au gouvernement de la RDC en plus d'une remise de dette à la RDC d'un montant de 20,4 millions de dollars. Il s'agit d'un financement significatif qui va permettre au Gouvernement congolais de couvrir le manque à gagner lié à la mobilisation des recettes, de financer les dépenses liées au Covid-19 et évidemment soulager

la pression des dépenses publiques sur les réserves internationales. En considérant le PIB nominal de 55,8 milliards USD, le gap du financement du choc lié au Covid-19 représente un montant de 502,4 millions USD, soit 0,9 % du PIB. Si, sur ce montant, le FMI a financé 383,62 millions USD, il reste logiquement 118,78 millions USD à couvrir par d'autres partenaires de la Rd Congo.

Banque Mondiale (BM)



Appui de la Banque Mondiale à la RDC: santé, éducation et agriculture

- La BM s'est engagée à hauteur de 47,3 M\$ directement pour lutter contre le Covid 19 et 445 M\$ principalement en faveur de la stabilisation de l'est en faveur des communautés les plus vulnérables, y compris les réfugiés.

- Le Projet d'Urgence pour l'Équité et le Renforcement du Système Éducatif (PERSE) et le Projet de Développement du Système de Santé pour améliorer les résultats relatifs à la santé maternelle et infantile (PDSS), sont financés à hauteur de 1 milliard USD par la Banque mondiale. De ce financement, 800 millions USD sont destinés au projet pour « l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE) » et 200 millions USD de financement additionnel en faveur du projet de renforcement du système de santé (PDSS) pour « améliorer la santé maternelle et infantile », notait la Banque mondiale dans son communiqué de presse. Le PERSE vise à améliorer l'accès à l'enseignement primaire dans 10 provinces et à renforcer les systèmes éducatifs de base. Les provinces sélectionnées sont le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri, la Lomami, le Kasai, le Kasai Central, le Kasai Oriental, le Kwilu, le Kongo Central et Kinshasa.

- Le projet pour l'équité et le renforcement du système éducatif comprend un crédit de 444 millions de dollars et

un don de 356 millions de dollars, tandis que le quatrième financement additionnel du projet de renforcement du système de santé (PDSS) comprend un crédit de 121 millions de dollars et un don de 79 millions de dollars.

- Banque mondiale va soutenir la paie de 500 000 enseignants et le fonctionnement de 50 000 écoles.

- La Banque mondiale a octroyé début janvier 2020, à travers le Programme d'appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole (PARRSA), une enveloppe de 75 millions de dollars américains pour promouvoir la production du café et du cacao en République démocratique du Congo (RDC). Dans un premier temps, trois provinces sont concernées par ce programme : la Mongala, le Nord Ubangi et le Sud Ubangi. Selon les experts de la Banque mondiale, cet argent servira à appuyer les planteurs des provinces concernées à emblaver 2.000 hectares de café et 1.500 hectares de cacao. Avec ce nouvel apport de la Banque mondiale, le projet PARRSA qui devait s'achever en mars 2020 est ainsi prolongé jusqu'en décembre 2020. Notons par ailleurs que le budget additionnel du PARRSA au Nord-Ubangi a été adopté le 22 décembre 2018 à Gemena, à hauteur de 40 millions USD.



L'ONU compte appuyer le gouvernement avec 407,7 millions USD pour atténuer les effets socio-économiques de covid-19

David McLachlan-Karr coordonnateur du système des Nations Unies et Pépin Guillaume Manjolo, ministre de la Coopération, Intégration régionale et Francophonie, ont signé, le 24 juin 2020, le Plan des Nations Unies pour l'appui à la réponse socio-économique immédiate contre la Covid-19 en RDC.

-40 millions USD d'aide de l'ONU pour la riposte contre Ebola

Le financement du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations-Unies (CERF) permettra de renforcer les services de santé existants, en vue de d'apporter un soutien aux survivants d'Ebola et établir des systèmes de surveillance communautaire, d'alerte et de réponse rapide. Une nouvelle flambée d'Ebola est observée à Mbandaka, dans la province de l'Equateur (nord-ouest de la RDC).



Aide du FIDA au Programme d'appui au développement rural inclusif et résilient (PADRIR)

- Le Fonds international de développement agricole (FIDA) accordera un prêt de 26,6 millions \$ et un don de 9,8 millions \$ en faveur du Programme d'appui au développement rural inclusif et résilient (PADRIR).

L'accord de financement a été signé le 3 juillet 2020, par correspondance entre Gilbert Houngbo, président du FIDA et Sele Yalaghuli, ministre des Finances de la RDC.



Covid-19: 13,55 million de dollars américains de la BAD

La Banque africaine de développement a accordé, le 2 juin 2020, un financement de 13,55 millions de dollars américains pour soutenir la lutte contre la pandémie de la Covid-19 au sein de la Communauté

économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et en RDC. L'assistance de la Banque comporte un don du Fonds africain de développement (FAD) de 1,22 million de dollars en faveur de la RDC.



4,5 millions d'euros de l'UE et UNICEF en appui au Plan national de développement sanitaire.

Ce fonds est géré par le bureau de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Le premier lot a été remis le 28.04.2020. Dans le lot de matériels roulants, il y a 22 véhicules et 91 motos repartis dans les Divisions provinciales de la Santé (DPS) des provinces concernées : 2 véhicules et 6 motos pour le Haut Uele, 8 véhicules et

28 motos pour l'Ituri, 5 véhicules et 17 motos au Nord Kivu, 2 véhicules et 12 motos au Kongo Central, 2 véhicules et 13 motos pour la DPS du Kasai Oriental, 2 véhicules et 15 motos dans la Lomami et un véhicule à la Direction des Etudes et Planification au niveau central (DEP).



Félix Tshisekedi en visite privée en Belgique



Le président congolais Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo est arrivé le 5 juillet en Belgique à titre privé. Il a rencontré à la fois le roi Philippe et la Première ministre Sophie Wilmès. Leurs échanges

ont porté sur les relations bilatérales entre les deux pays ainsi que le dernier message du Roi au président congolais à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance de l'ex-Congo belge, le 30 juin 1960.

Le souverain avait exprimé ses « plus profonds regrets » pour « ces blessures du passé dont la douleur est aujourd'hui ravivée par les discriminations encore trop présentes dans nos sociétés ». M. Tshisekedi a appelé la Belgique et la RDC à réécrire l'histoire de la colonisation. Cet ancien opposant, proclamé vainqueur de l'élection présidentielle contestée du 30 décembre 2018, n'hésite pas à qualifier la Belgique de son « autre Congo », en référence aux années passées en exil et aux près de 35 ans durant lesquels il y a séjourné.

La Première ministre belge à Kinshasa



La cheffe de l'exécutif belge Madame Sophie Wilmès a effectué une visite officielle en RDC le 05 février 2020. Accompagnée d'une forte délégation elle a rencontrée le Chef de l'Etat le 06.02.2020.

Cette rencontre est perçue comme un signal fort du retour de la coopération entre la RDC et la Belgique. Elle exprime aussi la reprise effective des relations belgo-congolaises en veilleuse depuis plusieurs années.

A la faveur du séjour, en Belgique en septembre 2019, du Président de la république Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, les 2 Etats avaient décidé d'écrire une nouvelle page de leur histoire commune.

Appui de la Belgique pour le projet pilote "Kin-emploi" :10 millions USD

Il s'agit d'un projet en faveur des jeunes désœuvrés de Kinshasa, initié par le Ministère avec l'appui technique et financier de la Coopération Belge d'un coût de dix (10) millions de dollars américains, dont la contrepartie pour l'Etat congolais qui était fixée à 3%, soit USD 286.000, a été ramenée à USD 186.507, soit 1,67%.

C'est la première fois depuis près de 10 ans qu'un chef du gouvernement belge se rend à Kinshasa.

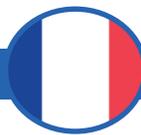
Partenariat dans plusieurs secteurs

Selon la cheffe de l'exécutif belge, le partenariat belgo-congolais devra se développer dans plusieurs secteurs. C'est notamment le secteur militaire, la justice, l'économie, les renseignements et principalement sur le plan de la formation compte tenu du savoir-faire que le Royaume de Belgique pourrait mettre à la disposition du gouvernement congolais.

Les sujets abordés avec le Premier ministre Sylvestre Ilunga et le Président Félix Tshisekedi, révèle Sophie Wilmès, ont concerné le climat des affaires, la coopération au développement, l'Etat de droit, les droits humains et les autres secteurs susceptibles d'empêcher le développement des mesures et des réformes envisagées par l'actuel gouvernement congolais.

La Première ministre belge s'est rendu le 7 février 2020 dans la province du Haut Katanga pour matérialiser l'ouverture officielle du consulat de Belgique à Lubumbashi.

Ce projet consiste à prendre en charge, sur une période de 3 à 6 mois, la formation professionnelle des jeunes en difficultés sociales et professionnelles dans différents domaines (Hôtellerie, Restauration, Tôlerie, Mécanique-auto, Bâtiment, Electricité, Informatique, Coupecouture, etc.).



La France octroie 30 millions d'euros pour l'assainissement de la ville et la de Kinshasa et la protection des forêts congolaises

Dans cette enveloppe de 30 millions d'euros, 15 millions d'euros sont destinés à financer le projet « To Petola », volet complémentaire de « Kin Bopeto », lancé il y a quelques mois par le Chef de l'Etat Félix Antoine TSHISEKEDI, en réponse à un besoin présenté depuis les inondations qu'a connu la ville de Kinshasa en 2015. Le programme de gestion durable, quant à lui,

financé également à hauteur de 15 millions d'euros, focalisera ses activités sur la politique forestière, le Code forestier, la foresterie communautaire et d'autres aspects d'une exploitation durable des forêts en République Démocratique du Congo. Ce projet sera exécuté en partenariat avec le Ministère de l'Environnement et du Développement durable.

Covid-19: la France apporte une aide de plus de 6,7 millions de dollars à la RDC !

La France, à travers l'AFD, soutient 3 projets de la RDC. Ces trois projets tournent autour de l'Appui d'urgence aux hôpitaux de la RDC pour un meilleur traitement des patients, PROMEKIN II ; Projet d'appui à la recherche-

action sur la pandémie et à la définition de la riposte africaine à l'épidémie de Covid-19 – ARIACOV et enfin, le Renforcement des capacités de réponse du ministère de la Santé de RDC à la pandémie de Covid-19.

La Proparco accorde une ligne de crédit de 3 millions USD à Advans Banque RDC

L'institution engagée dans le financement des entrepreneurs et des PME en RDC, Advans Banque RDC a procédé, le 10 mars 2020, à la signature d'une convention de 3 millions de dollars avec Proparco, une filiale de l'Agence Française de Développement (AFD) qui participe à la promotion de la coopération économique.

Advans RDC est la deuxième institution sur le marché de la micro finance congolaise par la taille de son portefeuille.

Elle sert aujourd'hui plus de 7 400 emprunteurs et 110 000 déposants, une clientèle composée de micro-entrepreneurs et de PME, via un réseau de 10 agences.

Environ 2 500 personnes ou micro entreprises auront accès à des produits et des services de micro finance et ce prêt soutiendra la création ou le maintien de près de 2 900 emplois dans le pays.



Soutien de l'Allemagne de 6,5 millions d'euros dans la lutte contre le Coronavirus à travers le fonds humanitaire pour la RDC (CBPF)

Projet de production d'hydrogène via la RDC

L'hydrogène, le pétrole du 21ème siècle ? Cela y ressemble bigrement ... les plans de relance économiques mis en oeuvre suite à la crise engendrée par la Covid-19 mettant en avant de tels secteurs énergétiques susceptibles de faire redémarrer la croissance.

C'est dans un tel contexte, que selon le Süddeutsche Zeitung, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Allemagne pourraient bâtir ensemble un partenariat énergétique qui verrait le pays d'Afrique centrale fournir l'énergie hydraulique capable de produire de l'hydrogène vert pour les plans allemands de décarbonisation. Le tout via un projet

de coopération de 20 milliards d'euros financé par l'Union européenne qui assurerait ainsi un accès à une source d'énergie dite verte.

L'Allemagne intéressée par le projet d'Inga 3

La construction de la Centrale hydroélectrique Inga 3 intéresse des investisseurs allemands. En séjour à Kinshasa, leur délégation a fait part de ce projet au ministre congolais de la Coopération internationale, Pépin-Guillaume Manjolo, lors de l'audience qu'il leur a accordée le lundi 17 août 2020.

Les visiteurs allemands ont particulièrement évoqué leur intention d'aider la RDC à produire 12.000 mégawatts d'électricité avec Inga 3 et la possibilité

de produire 2 millions de tonnes d'hydrogène par an. L'Allemagne veut faire de la RDC le premier pays fournisseur de l'hydrogène pour l'Union européenne. Ce projet bénéficie de toutes les garanties financières du gouvernement allemand, a fait savoir le chef de cette délégation, le Consul honoraire Wagner.

« Un protocole d'accord sera signé entre la RDC et l'Allemagne très prochainement. Mais » elle devra être en adéquation avec les règles internes de la RDC », a précisé le ministre Pépin Guillaume Manjolo.

Combiner climat et développement

Le projet de barrage Inga 3 sur le fleuve Congo pourrait aider à combiner l'action climatique et la coopération au développement économique, a déclaré au journal *Süddeutsche Zeitung* le représentant du gouvernement allemand pour l'Afrique, Günter Nooke.

Le barrage d'une capacité potentielle de 44000 mégawatts pourrait aider l'Allemagne à combler l'écart important entre la future demande d'hydrogène évaluée par Berlin et les modestes capacités de production allemandes, tout en dépassant la demande d'électricité en RDC, a déclaré Nooke.

Un hydrogène dit propre mais synonyme de déplacements de population

« Le moment est venu pour Inga 3 », a-t-il soutenu. Mais le projet est aussi une source de préoccupation dans le pays, écrivent les auteurs d'un rapport repris par le journal allemand. Des dizaines de milliers de villageois pourraient perdre leurs maisons si le barrage était construit, le gouvernement n'accordant que peu d'indemnisation ou d'aide à ses citoyens pour déménager.

Des impacts sur la société civile et l'endettement de la RDC non négligeables

Les militants des droits de l'homme demandent une évaluation d'impact qui prend en compte les intérêts de la société civile tandis que l'organisation environnementale International Rivers se demande

si la RDC a les capacités financières pour financer le barrage, ce qui signifie qu'elle devrait s'endetter davantage pour obtenir les fonds nécessaires.

Le représentant de l'Allemagne pour l'Afrique, Nooke, a déclaré que le gouvernement allemand devrait financer des études pour évaluer l'impact social et environnemental du projet, arguant que le nombre de personnes touchées serait « relativement minime » par rapport au barrage des Trois-Gorges en Chine, où plus de deux millions de personnes ont été contraintes de déménager.

Précisions que le projet Inga III est au centre des intérêts puisqu'il pourrait faire l'objet d'un financement européen afin d'assurer un accès à une source d'énergie respectueuse de l'environnement ... nous dit-on.

L'hydrogène vert : rôle clé pour la transition énergétique de l'Allemagne

L'hydrogène vert produit à partir de sources d'énergie renouvelables joue un rôle clé dans les plans de transition énergétique de l'Allemagne et est considéré comme un moyen prometteur de stocker l'énergie renouvelable et de la mettre à la disposition des secteurs difficiles à décarboner, comme l'industrie lourde ou l'aviation. Le gouvernement allemand vise à lancer une industrie européenne complète de l'hydrogène pour atteindre le leadership technologique dans le domaine et a entamé des discussions avec plusieurs pays du monde entier pour évaluer les projets de coopération possibles pour l'importation d'hydrogène vert à l'avenir.

Notre avis, par leblogauto.com

Comme quoi, considérer l'hydrogène verte comme une énergie aux vertus écologiques pourrait être une notion quelque peu réductrice ... la mise en avant d'un tel procédé n'ayant visiblement pas que des effets bénéfiques sur la planète, sa population, et les finances des pays concernés Après la malédiction du pétrole, la malédiction de l'hydrogène ?

Sources : *Süddeutsche Zeitung*, presse RDC

Royaume-Uni



- le RU a annoncé une intervention de 11,8 M\$ dont 1,8 M\$ contre la faim

Suisse



- 3,9 M\$ fléchés sur le Sud-Kivu

- 150 millions USD mobilisés pour le secteur agricole

Le ministre congolais de l'Agriculture a signé le 07.12.2019 un protocole d'accord avec Vital Capital Investments pour l'implantation de 5 zones spéciales agro-industrielles en RDC. Vital Capital est un fonds

d'investissement juif qui dispose pour la RDC 4 milliards USD pour tout le territoire congolais. Ce Fonds a déjà mobilisé 150 millions Usd, avec l'accompagnement de la Banque africaine de développement (BAD), pour la construction de routes de desserte agricole ainsi que des infrastructures énergétiques.

Etats-Unis



Appui des États-Unis à la riposte au COVID-19 en RDC : 17,4 M\$

Le gouvernement congolais a signé un protocole d'accord de plus de 1 milliard USD avec la firme américaine General Electric le 12 février 2020.

Ce protocole d'accord couvre plusieurs secteurs dont la santé, l'énergie, l'éducation et autres commerciaux.

Canada



- 5,3 M\$ pour des actions visant la réfection de centres de santé

Chine



- L'appui à la riposte Covid-19 de sociétés chinoises évalué à trois millions USD

Japon



Le Japon dote l'INRB d'un nouveau bâtiment évalué à 21 millions USD

Le Japon dote l'INRB d'un nouveau bâtiment évalué à 21 millions USD pour les recherches, la formation et les essais cliniques. L'inauguration du nouveau

bâtiment de l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB) le plus grand laboratoire du pays avait eu lieu le 20 février 2020.

Le Japon fait un don d'une locomotive à la SCTP d'une valeur de 4,5 millions de dollars américains.

L'ambassadeur du Japon en RDC, Hiroshi Karube, a remis ce don le 13 février 2020 à la Gare centrale de Kinshasa.



Covid-19 : impacts et perspectives sur l'économie RD Congolaise

Le covid-19 a profondément bouleversé les perspectives politique, économique et sociale pour l'année 2020 en mettant une très forte pression sur les gouvernants et dirigeants du monde entier.

Pour combattre le virus, la plupart des grandes puissances touchées ont appliqué une politique de confinement de leur population provoquant ainsi l'arrêt de l'économie mondiale, des échanges commerciaux et, par ricochet, la paralysie des économies africaines dont celle de la RDC.

Ainsi afin d'endiguer la crise sanitaire et d'atténuer son impact



Image covid - Académie de Beaux Arts

négatif sur l'économie, bon nombre de gouvernements accompagnés de leurs banques centrales et d'autres institutions financières nationales et internationales ont sorti la grosse artillerie sous forme d'actions massives sur les plans politique, juridique, sanitaire, scientifique, budgétaire, fiscal, monétaire voire même militaire.

Les coûts de la riposte à la pandémie sont faramineux et s'élèvent bien au-delà des milliards de dollars américains.

C'est pourquoi la plupart des principales économies du monde ont décidé de dé-confiner progressivement leurs populations et de relancer leurs économies à partir de ce mois de mai sans toutefois réouvrir leurs frontières retardant ainsi la reprise du commerce mondial et des vols passagers internationaux.

Les opportunités d'affaires après Covid-19 sont prévues dans les secteurs ci-après :

- Agriculture, agroalimentaire
- Industrie et transformation locale
- Santé
- Numérique
- Mines
- Infrastructures

AGRICULTURE

Plan national de relance agricole chiffré à 4,4 milliards USD



Face à la crise économique due à la pandémie de coronavirus, le Gouvernement juge opportun de se tourner vers l'agriculture, l'élevage, la pêche et le développement rural et à gérer les finances publiques d'une manière orthodoxe pour améliorer la vie des Congolais.

C'est un programme volontariste qui n'est dans aucun budget. Ce n'est pas un programme des bailleurs de fonds. C'est un crédit fournisseur que l'Etat congolais a pris auprès des banques et qui permet de faire l'agriculture de façon moderne.

33 000 hectares sont prévus. Le Ministre de l'agriculture a réuni pour ce faire l'équipe du Domaine agro-industriel présidentiel de la N'sele (Daipn) et le Parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo. A l'issue de ce travail ils ont demandé au Gouvernement 46 millions de dollars pour couvrir ce programme de 33.000 hectares.

C'est dans cette perspective que le Conseil des ministres du 22 mai 2020 a adopté la décision du ministère des Finances de payer la créance de l'Etat vis-à-vis de DAIPN (Domaine Agro-industriel Présidentiel de la N'Sele) estimée à 12 millions USD pour permettre à cette unité de production de relancer ses activités agropastorales dans le pays et assurer l'approvisionnement des grands centres urbains en cette période de pandémie de coronavirus.

Pour rappel, c'est en 1966 que le président Mobutu Sese Seko ouvre le Domaine présidentiel de la N'sele. Pillé en 1991, ce domaine est resté en ruine pendant plusieurs années.

L'Etat congolais a signé un partenariat public-privé avec la ferme israélienne LR Group le 09/05/2013 pour réhabiliter DAIPN et relancer les activités. Le Nouveau DAIPN possède plusieurs points de ventes.

- Cinq points de vente à Kinshasa : N'sele, Kimbanseke, marché de la Liberté, Bandal et Salongo.
- Deux autres sont à l'UPN et au grand marché.

Cependant, cette unité de production a toujours un sérieux problème de compétitivité face à la rude concurrence des produits importés.

Le Nouveau DAIPN produisait localement toute une gamme de fruits & légumes : tomates, concombres, poivrons, choux, salades, amarantes, épinards mais aussi choux fleurs, brocolis, herbes aromatiques, melons etc.

Il produit aussi des poulets sur pied, des poulets entiers à rôtir et à bouillir ainsi que des œufs frais.

L'agriculture, la pêche et l'élevage sur toute la chaîne de valeur : des bureaux d'études à la commercialisation et au marketing en passant par la génétique animale ou végétale, les techniques et équipements de transformation et de conservation (notamment l'emballage) et la formation.

La RDC importe chaque année pour près de 1.5 milliards USD soit 85 % de produits de consommation. Pourtant ce pays possède un potentiel agronomique exceptionnel et une superficie de terres agricoles inégalée en Afrique, qui lui permettrait, sur base d'une agriculture intensive, de nourrir 2 milliards de personnes. Au lieu de cela, à

peine 10 % des 80 millions d'hectares de terres arables de la RDC sont mises en valeur et les rendements à l'hectare s'apparentent à ceux des pays du Sahel, même si les données éco-climatiques sont partout dans le pays favorables à l'agriculture. La RDC a 40 millions hectares de terre irrigables. Il a une pluviométrie avantageuse, le majestueux fleuve Congo, long de 4.700 Km, qui coupe le pays en deux. Il y a les lacs parmi lesquels le Lac Tanganyika, le plus poissonneux du monde. La RDC dispose également des grandes rivières, des ruisseaux et des cours d'eau. Et d'après une étude réalisée par le PNUD, 76.000 villages peuvent se suffire en hydroélectricité.

Une fois ce secteur décolle, le taux de chômage va diminuer en RDC. La conséquence du covid-19 sur l'emploi est énorme. 7,5 millions d'emplois pourraient être détruits en 2020. En RDC, le volume de l'emploi s'évalue à 24,3 millions dont 86% d'emplois informels contre 14% dans le secteur formel et plus de 4,7 millions de chômeurs. Le marché du travail en RDC, c'est aussi 70% d'emplois indépendants contre 30% d'emplois salariés. S'agissant des branches d'activités, l'agriculture, pêche et élevage représentent plus de 55,3% d'emplois ; plus de 5,6% d'emplois dans le secteur minier, industrie manufacturière et extractive ; près de 15,9% pour les commerces de gros et détails ; 23,2% pour les services (Transport et tourisme).

La RDC réalise en 2019 une production record du cacao de ces dix dernières années avec 27 257 tonnes



Cabosses de cacao / Nord-Kivu

La République démocratique du Congo a produit 27 257 tonnes de cacao en 2019, en hausse de 76% par rapport à 2018 où un volume de 15 474 tonnes de cacao avait été produit et soit plus de trois fois celle de 2015 (7 511 tonnes), selon les données fournies par la Banque centrale du Congo.

L'association des exportateurs de Cacao -Café suspend l'achat de ces produits à Beni-Butembo-Lubero et Ituri

L'association des exportateurs de Cacao-Café et autres produits agricoles d'exportation a décidé de suspendre l'achat à partir du 20 Juillet prochain, de tous ces produits dans la région de Beni-Butembo-Lubero et de l'Ituri.

Le blocage de l'exportation de ces produits est dû au protocole d'accord signé en Avril 2020 entre l'Office congolais de contrôle (OCC) et l'Office Nationale des Produits Agricoles au Congo (ONAPAC). Dans ce protocole, l'OCC s'engage à ne pas autoriser la sortie vers l'étranger des produits agricoles non couverts par le certificat de qualité, ou encore le contrat de vente visé par l'ONAPAC et le certificat d'origine international moyennant le paiement de 2 % de la valeur de la marchandise avant

toutes les formalités d'exportation à la Douane.

Un protocole qualifié d'illégal par l'association des exportateurs. Cette structure déclare s'appuyer sur la loi agricole qui, à son article 73, fixe le taux maximum de 0.25% sur la valeur des produits agricoles, en rémunération des services rendus par les services publics lors de l'exportation.

Face à cette situation, outre la suspension de l'achat des produits agricoles parmi lesquels le quinquina et la papaye, l'association des exportateurs de Cacao-Café projette également la suspension de l'exportation de tous ses produits. Elle appelle le gouvernement à s'impliquer dans ce dossier.

Projet PPAKIN érige 23 centres de transformation pour 100.000 ménages agricoles du Kwilu

Trois territoires congolais sont bénéficiaires des infrastructures post-récoltes dont l'enveloppe globale est financée par le Programme d'appui aux pôles d'approvisionnement de Kinshasa en produits maraîchers et vivriers (PPAKIN), évaluée à près de 4 millions USD. Ces infrastructures constituent une réponse aux doléances des agriculteurs, relatives aux mauvaises conditions de conservation des produits agricoles qui, selon notre source, occasionnent des pertes post-récoltes de 25 à 30%.

Il s'agit de territoires de Bulungu (11 centres), Ngungu (2 centres) et Idiofa (10 centres), où le PPAKIN vient de construire 23 (vingt-trois) centres de transformation avec trois bacs de rouissage chacun, 23 dépôts, pour les 100.000 ménages agricoles regroupés au sein de 20 unions et 3 Ongd, dans les 3 territoires de la province du Kwilu, précise la cellule de communication dudit projet.

A en croire cette dernière, les nouvelles variétés de semences mises à la disposition des agriculteurs telles que le maïs et le manioc, le rendement des agriculteurs a sensiblement augmenté.

A titre illustratif, pour la variété locale de maïs, la production était de 5.000 à 7.000 kg/hectares. Par contre, avec la variété (QPM) distribuée par le PPAKIN, le rendement est passé de 15.000 à 25.000 kg/hectares.

Cela va de pair avec le manioc, la variété locale donnait 5.000 à 8.000 kg/hectares, alors que la variété Samsi et Zizila donnent 25.000 à 30.000 kg/hectares.

Pour rappel, ce programme est le fruit du gouvernement congolais qui est financé par le Fonds international (FIDA). PPAKIN, dans le cadre de son appui intentionnel, est en train de construire 12 bureaux au profit des inspecteurs territoriaux à l'agriculture, pêche et élevage (ITAPEL), en vue de permettre aux agronomes de l'Etat de travailler dans des bonnes conditions.

INDUSTRIE ET TRANSFORMATION LOCALE

Vers une nouvelle politique industrielle en RDC

Le document de la politique et stratégie industrielle a été validé. Il vise à accroître le nombre d'entreprises d'ici 2023, de créer au moins 1 million d'emplois, d'accroître la contribution de l'industrie manufacturière aux produits intérieurs bruts à hauteur de 28% contre 19,7% en 2017

et de former 80% des agents et cadres du ministère.

Le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba a également signé un décret portant création, organisation et fonctionnement de la Direction Générale des Corridors de Développement Industriel (DGCDI).

SANTÉ

Fin de l'état d'urgence en RDC

L'état d'urgence sanitaire décrété le 24 mars 2020 par le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi a été prolongé pour la sixième fois le 06 juillet 2020 et a pris fin le 22.07.2020.

Procédure à suivre pour la reprise des activités :

A partir du 22 juillet 2020, la reprise des activités commerciales : magasins, banques, restaurants, cafés, bars et entreprises ainsi que ainsi que « la reprise des rassemblements, réunions et célébrations, des transports en commun.

A partir du 3 août 2020 :

La reprise des écoles et des universités, en commençant par des classes et promotions terminales.

A partir du 15 août 2020 :

- La réouverture des églises et lieux de culte ;

- La reprise des mouvements migratoires interprovinciaux ;
- L'ouverture des ports, aéroports et frontières ;
- La réouverture des discothèques, stades et salles de spectacle

Situation de covid-19 au 26.07.2020

Le cumul depuis le début de la pandémie déclarée le 10 mars 2020 est de 8843 cas confirmés, 208 décès et 5700 guéris.

A ce jour, 15 provinces sur 26 sont touchées par la Covid-19, à savoir :

-Kinshasa:7459cas-KongoCentral:359cas-Sud-Kivu:286cas
- Nord-Kivu : 282 cas - Haut-Katanga : 275 cas - Lualaba : 75 cas - Ituri : 45 cas -Tshopo : 24 cas - Haut-Uélé : 20 cas - Kwilu : 6 cas - Equateur : 5 cas - Sud-Ubangi : 4 cas - Haut Lomami : 1 cas - Kasai : 1 cas - Kwango : 1 cas

Opportunités et état de lieux face au Covid-19

La crise sanitaire a révélé aussi le besoin d'espaces sous-régionaux capables de satisfaire la plupart de leurs propres besoins immédiats, notamment alimentaires et sanitaires, plutôt que de dépendre d'importations de pays lointains et de risquer de perdre du temps en chemin. La leçon à retenir de la pandémie de coronavirus, c'est d'abord le fait que les pays africains en général et la RDC en particulier ont encore des besoins énormes dans le secteur de la santé. Selon le Global Health Security (GHS) Index, plus de 60% des pays africains n'étaient pas préparés à faire face au nouveau coronavirus.

Les pays africains n'investissent en moyenne que 5 à 6% de leur PIB dans le secteur de la santé. La densité médicale du continent africain est de 12,8 médecins compétents pour 10 000 habitants, très en dessous de la moyenne mondiale qui est de 52,8 médecins compétents pour 10 000 habitants. L'Agenda 2063 de l'Union africaine et les Objectifs de développement durable (ODD) prévoient d'ailleurs tous les deux, de garantir une bonne santé à leurs populations. Grâce à la crise du nouveau coronavirus, on a noté un réengagement des pays africains en faveur d'un investissement plus massif dans le secteur de la santé. Fin avril 2020, les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont annoncé qu'ils mettraient tout en œuvre pour allouer au moins 15% de leur budget annuel au renforcement de leurs systèmes sanitaires.

Le financement des plusieurs bailleurs pour la RDC ont ciblé les secteurs de la santé et de l'éducation vu les nécessités de l'heure. Voir RDC dans les RI.

La RDC figure parmi les 19 pays africains ayant bénéficié d'un allègement de 20 millions USD du service de la dette pour 25 pays, approuvé par le Fonds monétaire international (FMI) le 13 avril 2020, au titre du fonds fiduciaire réaménagé d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC).

Les opportunités dans le domaine de la santé portent sur les biens et les services (production et vente de médicaments, matériels médicaux, mutuelle de santé, logiciels de gestion hospitalière et pharmaceutique).

Les indicateurs socio-sanitaires du pays se sont améliorés mais restent insuffisants, loin de la moyenne exigée pour atteindre les objectifs du millénaire par rapport à la mortalité des enfants de moins de cinq ans et la santé maternelle.

Potentiel et opportunités 2018

Accès aux soins de santé en % de la population	:	28,7
Espérance de vie	:	58
Mortalité infantile sur 1000 habitants	:	66,7
Dépenses de santé en % du PIB	:	1,5
Population en millions d'habitants	:	87,6
Hôpitaux tertiaires	:	3
Hôpitaux Provinciaux à 150 lits	:	6
Hôpitaux Généraux de Référence à 100 lits	:	390

La RDC détient le taux de mortalité maternelle parmi les plus élevés du monde avec 846 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes. (PNSR 2016).

Seulement 10% des médicaments sont produits localement.



Le besoin en santé demande en moyenne 50\$ par habitant. A peine 13\$ ou moins sont possibles d'être dépensés. Le besoin de financement de la santé est de l'ordre de 4 à 5 milliards. (Ministère de la santé).

Il y a une pénurie en cadres et techniciens bien formés.

Pour faire face à ces problèmes, le Gouvernement congolais a lancé un plan d'amélioration de la santé de sa population en commençant par des soins de santé primaire de qualité aux groupes les plus vulnérables. Ces projets sont financés en grande partie par ses partenaires techniques et financiers du secteur de la santé : BANQUE MONDIALE, UNICEF, Fonds mondial, GAVI (Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination), OMS, FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population), etc.

Les bailleurs de fonds privés et les grandes sociétés financent également le secteur de la santé dans le cadre de la responsabilité sociétale de leur entreprise, tel qu'exigé par la loi. Il en est de même des ménages, qui financent aujourd'hui 45% des soins de santé. Un système de mutuelles de santé commence progressivement à se mettre en place, qui est encouragé par la libéralisation du secteur des assurances. Tout ceci explique sans doute la prolifération de cliniques privées, de centres d'imagerie médicale et de laboratoires d'analyses biomédicales dans les principales villes du pays.

Gestion de la riposte du Covid-19 en RDC

L'équipe en charge de la riposte que pilote Docteur Jacques Muyembe avait présenté au gouvernement depuis fin mars 2020 un budget évalué 135 millions USD. Le 19 juin, le docteur Jacques Muyembe, a soutenu que lui n'a reçu du gouvernement que 1,4 million USD qu'il a utilisé pour le paiement du personnel engagé dans la riposte et qui accuse encore deux mois d'arriérés de salaire. Le même 19 juin, faisant le point sur son Plan de Trésorerie devant le Conseil des ministres, le ministre des Finances, Sele Yalaghuli, a indiqué que les dépenses relatives à la Covid-19 sont de l'ordre de 27,7 millions USD en date du 15 juin 2020.

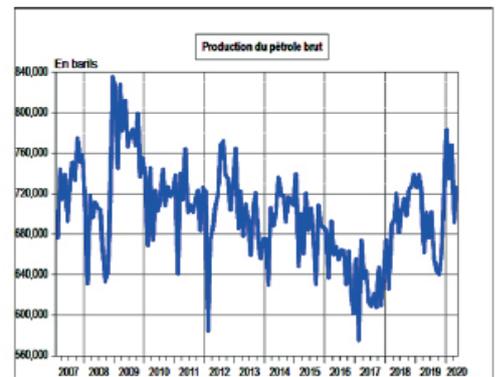
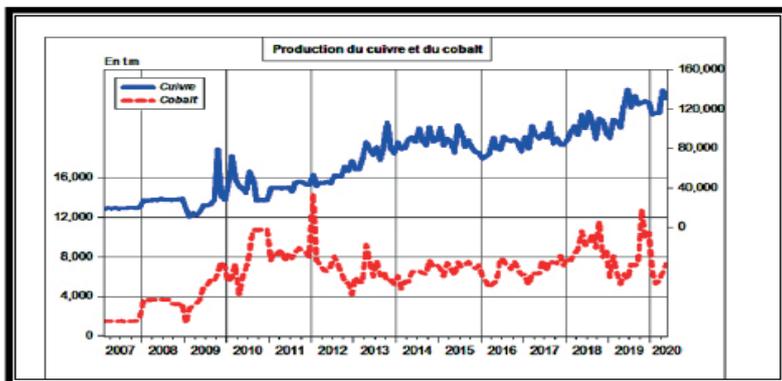
Trois grands hôpitaux de Kinshasa engagés dans la prise en charge des malades de covid-19 à savoir les Cliniques Universitaires, la Clinique Ngaliema et l'hôpital de référence, ont reçu 1,8 million USD, selon le communiqué du ministre de la Santé, Eteni Longondo.

Les dépenses du gouvernement engagées dans le cadre de la riposte contre la pandémie de Coronavirus sont estimés à 27,3 millions USD au 15 juin 2020.

Au cours d'une conférence de presse qu'il a animée le 1er juin à Kinshasa sur l'évolution de la situation épidémiologique de la pandémie à la Covid-19 en RDC, le ministre de la Santé, le Dr Eteni Longondo, a indiqué que le pays assiste à ce jour à une baisse importante de mortalité passant de 10,5% à 2,3%.

L'impact du Coronavirus sur le secteur minier

Evolution des principales productions minières et pétrolière



Source : Banque Centrale du Congo mai 2020 - Direction de la Recherche et des Statistiques, Service des Statistiques Economiques.

L'économie de la RDC dépend des exportations de ses produits miniers qui sont intégrés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. En conséquence, les restrictions imposées au sein de ces chaînes où la Chine domine largement pourraient durement affecter l'économie congolaise.

Certaines entreprises ont vu leur production réduite, d'autres ont tout simplement suspendu les activités et mis en congé technique des centaines des travailleurs. Une situation qui a de facto fait grimper les coûts de l'ingrédient vital pour l'extraction du cobalt et du cuivre. Les fermetures d'usines et de frontières en Afrique du Sud et dans certaines régions de Zambie et de la RD Congo ont perturbé la logistique.

La contribution du secteur minier au PIB était de 29,2 % en 2017 et de 32,3 % en 2018 selon les données provisoires de la BCC. Cette contribution est de 96,05 % par rapport aux recettes d'exportations de 2017 et de 95,28 % par rapport aux recettes d'exportations de 2018.

À noter que le cuivre et le cobalt sont les porte-étendards de la contribution économique du secteur minier, à eux seuls ils ont contribué pour 25,4 % du PIB en 2017, à raison de 16,5 % pour le cuivre et 8,9% pour le cobalt; et pour 29,3% du PIB en 2018, à raison de 15,8 % et 13,5 %, respectivement pour le cuivre et le cobalt.

L'Etat congolais s'attend à une baisse de recettes minières de 20%. La pandémie liée à la Covid-19 et le retard de livraison de certains

projets seraient les principales causes de la baisse de recettes.

Cependant, la demande mondiale pour ces minerais, pour lequel la RDC est le principal producteur mondial (60% de l'offre mondiale), est très forte et résolument orientée à la hausse sur le long terme, compte tenu des besoins de l'industrie automobile dont la demande pourrait passer de 90 000T/ans à 122 000T/an à l'horizon 2025.

La production de cuivre en RDC a atteint 1,4 million de tonnes en 2019, soit une croissance annuelle de 17%. Avec la production des projets Deziwa Mining et de la Compagnie Minière de Musonoi, ainsi que ceux à venir du Groupe Ivanhoe, dont Kamao, l'avenir s'annonce positif pour la filière cuprifère.

La production de cobalt, après une année 2018 prolifique avec 109.402 tonnes, s'est repliée à 77.964 tonnes en 2019. Si à long terme le cobalt pourrait perdre en importance dans les batteries au bénéfice du lithium solide - dont la RDC est également productrice - et d'autres minerais, les perspectives restent favorables. Glencore négocie des accords d'approvisionnement de longue durée avec Tesla et Samsung. L'accord avec Samsung porterait sur 21.000 tonnes d'hydroxyde de cobalt de 2020 à 2024.

Les exportations d'or (officielles) sont passées de 31.512 Kg en 2017 à 36.190 Kg en 2018, avant de redescendre à 33.055 Kg en 2019, du fait des difficultés rencontrées par les sociétés du Groupe Banro International.

CUIVRE

Sicomines veut utiliser une nouvelle technologie d'extraction de cuivre du finlandais Outotec

La Sino-Congolaise des mines (Sicomines) a commandé à la firme finlandaise Outotec une nouvelle technologie d'extraction du cuivre par solvant. La technologie qui coûtera 20 millions d'euros sera utilisée sur le projet de cuivre/cobalt que détient Sicomines près de Kolwezi, en RDC.

Le contrat conclu entre les deux parties pour le compte du deuxième trimestre 2020 comprend l'ingénierie de base, la livraison, les services de conseil pour l'installation et la mise en service ainsi que le démarrage de l'usine modulaire connue sous

le nom de VSF®X. L'avantage pour Sicomines sera l'amélioration de la qualité et la réduction de la durée de l'extraction.



Cuivre Ruashi Mining - Haut Katanga

Ivanhoe veut renforcer sa trésorerie pour mieux traverser la période de crise sanitaire

La compagnie minière Ivanhoe Mines, active en RDC sur le projet de cuivre Kamao-Kakula, veut mettre en œuvre des initiatives de réduction de coûts pour réaliser des économies pouvant aller jusqu'à 75 millions \$ d'ici 2021. L'objectif est, apprend-on, de renforcer sa trésorerie actuellement de 603 millions de dollars pour

mieux traverser la crise sanitaire qui sévit actuellement.

Selon l'échéancier actuel, le gisement Kakula devrait produire son premier concentré de cuivre d'ici le troisième trimestre 2021, grâce à une usine de traitement d'une capacité annuelle de 3,8 millions de tonnes.

OR

L'once d'or atteint un niveau record de 1.930,48 USD



Lingot d'or

Plusieurs bourses annoncent que l'once d'or a atteint la barre de 1.930,48 USD le 27 juillet 2020 sur le marché battant ainsi le niveau historique de septembre

2011 où le métal jaune se négociait à 1.921,18 USD.

Une once d'or correspond à un poids de 31,103 g d'or. Il faut précisément 32,15 onces d'or pour obtenir un kilo d'or. Et donc au prix 1930,48 USD l'once d'or, 1 Kg d'or va valoir environ 62.064 USD.

Pour plusieurs observateurs, l'or demeure l'éternelle valeur refuge en cette période où l'économie mondiale tangué à la suite de la crise sanitaire de covid-19 qui n'a pas épargné aucun continent.

Les opérateurs économiques optent de placer leurs capitaux dans l'or alors qu'on ne connaît pas encore jusqu'où ira cette pandémie de coronavirus qui affecte plusieurs secteurs économiques.

Barrick s'active sur le projet d'or Ngayu après Kibali



Mine Kibali - Ituri

La filiale congolaise du géant minier Barrick Gold a lancé un programme de forages carottés sur plusieurs cibles prioritaires du projet aurifère Ngayu, en RDC. Après avoir construit la mine d'or de Kibali à environ 220 km de là, Barrick a commencé son programme de forages à Ngayu, une zone qui a du potentiel pour d'importantes découvertes d'or semblables à son gisement d'Adumbi. La cible principale du programme de forages sera le prospect d'Anguluku. Les autres cibles prioritaires sont Medere, Makasi, Lybie, Salisa et Bakpau NE dans la zone d'Imva, à l'ouest de la ceinture de Ngayu.

Barrick Gold Corporation est actionnaire à

concurrence de 45% dans Kibali Gold Mines avec Anglo Gold Ashanti (45%) et la SOKIMO (10%).

Endixans d'exploitation de l'ordans la province de Haut-Uélé, Kibali Gold a déjà investi 2,7 milliards USD dont son unité de production sans compter plusieurs projets à caractère social pour les populations de la province de Haut-Uélé.

Depuis son implantation en RDC, Kibali a contribué à hauteur de 2,9 milliards USD à l'économie congolaise, payés sous forme de taxes, permis, infrastructures socioéconomiques et communautaires (sanitaires, scolaire, etc.), salaires et paiements aux fournisseurs locaux.

Engagée à l'amélioration des conditions de vie de la communauté et au développement économique local, Kibali a, en 2019, dépensé 158 millions de dollars auprès d'entrepreneurs et fournisseurs congolais et, en décembre 2019, elle a commencé à travailler sur le tronçon d'essai pour une nouvelle route en béton entre Durba et le pont de Watsa.

Barrick Gold atteint 2 millions USD d'aide de soutien à la riposte contre la covid-19. Le 11 juillet 2020 la société a remis à la RDC les matériels et équipements constitués de: 57,000 paires de gants; 113,000 masques; 300 combinaisons pour personnel soignant; 400 lits avec matelas; 77 pièces de 5L d'eau de javel; 220 pièces de savon liquide; 120 L de désinfectants; 280 sacs poubelles; 120 seaux plastiques.

Banro Corporation vend à Shomka Ressources Ltd sa mine d'or de Namoya dans le Maniema

La Société canadienne d'exploitation d'or Banro Corporation a annoncé avoir vendu sa mine d'or Namoya Mining en République démocratique du Congo à Shomka Ressources Ltd, dans laquelle la société chinoise Baiyin International Investments détient une participation minoritaire.

Dans un communiqué de presse signé le 23 juin 2020 par le président-directeur général de Banro Corporation, Brett Richards, annonçait que la transaction était toujours soumise à certaines conditions, notamment l'approbation finale du gouvernement de la République démocratique du Congo.

Avec la vente de la mine Namoya à l'acheteur, toutes les parties prenantes de l'entreprise en bénéficieront grandement, car la mine se prépare à redémarrer l'exploitation dès que possible. En plus de la redevance sur la production de la propriété Namoya, Banro détiendra deux licences minières existantes: Lugushwa Mining SA («Lugushwa») et Kamituga Mining SA («Kamituga»), ainsi que 17 licences et permis d'exploration supplémentaires qui s'étendent le long de la ceinture aurifère Twangiza-Namoya, longue de 210 kilomètres, dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema en RDC depuis la communauté de Lugushwa, au nord-est jusqu'à la mine d'exploitation de Twangiza.

Shomka Ressources, la société qui achète la mine de Namoya, est une coentreprise détenue à 65,5% par Shomka Capital Ltd et à 34,5% par Baiyin International Investments Ltd. Shomka Capital Ltd est contrôlée par un entrepreneur et homme d'affaires minier congolais: Victor S. Kasongo. La société chinoise a



Mine d'or / Sud-Kivu

acheté la mine Twangiza de Banro en janvier 2020.

Shomka Ressources compte commencer l'exploitation de l'usine et la production en Janvier 2021.

Les mines Banro dans les provinces de l'Est du Maniema et du Sud-Kivu au Congo ont fait face à plusieurs attaques de milices armées. Au Maniema, incidents et kidnappings des agents de Namoya Mining se sont ainsi produits entre septembre 2016 et juillet 2019. Les communautés locales, qui ont pris les armes, accusent Banro Corporation de ne pas respecter son cahier de charge.

Par rapport à cette épineuse question, Shomka Ressources Ltd annonce des pourparlers avec les communautés locales.

«Un dialogue approfondi avec les communautés d'accueil et les parties prenantes, y compris des discussions sur le financement de projets sociaux afin de réduire la pauvreté, d'assurer la paix et la stabilité dans les zones où Namoya opère, est en cours.

Amani Gold prévoit un vaste programme de forages

La compagnie australienne Amani Gold veut mener au cours du deuxième semestre 2020 une grande campagne d'exploration sur ses projets aurifères en RDC. Elle a annoncé une levée de fonds de 2,55 millions de dollars par le biais de l'émission de 2,55 milliards d'actions ordinaires au prix unitaire de 0,1 cent.

Les fonds seront utilisés sur les projets aurifères Gada et Giro. Les résultats de l'échantillonnage permettront de déterminer sur quelle zone du projet sera menée une campagne de forage à circulation inverse de 5000 m.

A Giro, alors qu'elle a récemment mis à jour l'estimation de ressources de son gisement de Kebigada, Amani Gold veut mener un nouveau programme de forages de 2000 m à partir du mois d'août 2020. L'objectif sera d'améliorer davantage l'évaluation des ressources du gisement.

Amani Gold est une compagnie cotée à la bourse ASX. Ses propriétés en RDC se trouvent non loin de la grande mine d'or de Kibali, opérée par Barrick.

Le gouvernement suspend le Conseil d'administration et le Comité de gestion de la MIBA

Le gouvernement, réuni en Conseil des ministres le 29 mai 2020 sous la direction du président de la République, a décidé la suspension immédiate du Conseil d'administration et du comité de gestion de la MIBA (Minière de Bakwanga) pour d'importants dysfonctionnements au titre de la conformité, de la gouvernance et management, de la production et de la gestion financière.

Plusieurs ONG ont dénoncé la gestion actuelle de la MIBA dont les travailleurs accusent plusieurs mois d'impaiement de salaires non sans compter l'absence des avantages sociaux.

Selon la COGEP (Coalition pour la gouvernance des entreprises publiques du secteur extractif), alors que

les auditeurs travaillaient encore, la MIBA et la firme roumaine AM Developments International ont signé, de gré à gré, un Memorandum of Understanding (MoU) pour des centaines de millions de dollars américains en violation du Code minier révisé et sans le publier.



Diamant - Miba

Le lot de diamants de la RDC vendu aux enchères à Anvers pour 7,8 millions USD

Les diamants, qui provenaient de la société congolaise Sacim, ont été mis en vente du 6 au 12 février 2020 sur le site du Diamond Tender Facility d'Anvers, situé dans le bâtiment de l'Antwerp World Diamond Centre (AWDC). La vente s'est déroulée en présence de Nyembo Muyumba, directeur général du Centre d'expertise d'évaluation et de certification (CEEC) du ministère des Mines de la RDC.

Le lot de diamants mis aux enchères était composé de 15% de diamants de qualité « gemme » - diamants adaptés aux bijoux - et de 85% de diamants industriels. La mine Sacim est située sur le territoire de Miabi, dans la province du Kasai oriental.

Il s'agissait de la deuxième vente aux enchères de diamants congolais en peu de temps à Anvers. En novembre 2019, une vente aux enchères similaire, dans laquelle 350 000 carats ont été échangés, a rapporté 5,92 millions de dollars.

Selon Anjal Bhansali de Samir Gems, plus de deux cent cinquante sociétés ont visité le site de vente en seulement cinq jours, cinquante sociétés ayant soumis des offres et dix-neuf sociétés différentes remportant des lots. « C'est l'une des choses qui montre qu'Anvers est toujours le meilleur marché.

Samir Gems a déclaré que les résultats positifs

de ces deux ventes ont ouvert la voie pour de nouvelles ventes de diamants bruts de la RDC.

Félix-Antoine Tshisekedi à Anvers

La visite du président congolais Félix-Antoine Tshisekedi à Anvers le 15 septembre 2019 a revitalisé les relations commerciales entre l'industrie diamantaire anversoise et la RDC.

Au cours de cette visite, la RDC et les diamantaires d'Anvers avaient signé un accord de coopération. Le « memorandum of understanding », signé entre les deux parties, est axé sur l'échange d'informations et l'innovation technologique. Le programme déjà existant consiste à former à Anvers des fonctionnaires congolais en matière d'estimation de valeurs et de processus administratif.

Le protocole d'entente ne se limite pas uniquement à la filière diamant, mais prévoit également son extension à d'autres filières minières non négligeables, à savoir l'or, la cassitérite, le cuivre et le cobalt.

L'accord de coopération signé entre la RDC et les diamantaires d'Anvers a ainsi conduit à un premier appel d'offres en novembre 2020 de plus de 350 000 carats. Les prix atteints lors de cette première vente ont dépassé les attentes des organisateurs et de l'entreprise minière.

Priorité à Anvers

Parallèlement à l'appel d'offres d'Anvers, un lot de diamants similaires, en provenance de la RDC, avait été mis en vente à Dubaï, avec un prix moyen inférieur de 8% à celui réalisé à Anvers malgré la présence de brut de meilleure qualité.

Cela a conduit le président Tshisekedi à charger le CEEC de donner la priorité à Anvers en tant que principal canal de vente des diamants congolais.

Anvers est le centre de négoce de diamants le plus compétitif et strictement contrôlé au monde, avec 86% des diamants bruts du monde vendus chaque année dans la ville.

Samir Gems organise les ventes aux enchères au sein l'AWDC. «Les diamants sont une source de revenus importante pour la RDC. Gagner un fort retour sur appel d'offres est donc extrêmement important pour le gouvernement congolais ainsi que pour la population.

Mi-mars, une délégation d'Antwerp World Diamond Centre se rend en RDC dans le cadre du suivi de l'accord de coopération signé en novembre 2019.

A cet effet, lors de la signature de l'accord de coopération le président congolais Félix Tshisekedi avait tenu à souligner que la commission mixte, qui sera mise en place en vue de définir les conditions et les modalités d'application de ce protocole d'accord, veillera à ce que la coopération entre la RDC et la Belgique aboutisse à

-l'éclosion d'une classe moyenne d'opérateurs congolais;

• la promotion d'une industrie diamantaire respectueuse des normes internationales d'approvisionnement responsable;

• la canalisation des flux des diamants vers la



Diamant - Miba

bourse des matières précieuses à créer en RDC avec l'assistance de l'AWDC et le marché mondial ;

• le renforcement des capacités des Congolais par la création d'une école de gemmologie en RDC.

Ces dernières années, Anvers a importé de moins en moins de diamants bruts directement de la RDC, en baisse de 35% en valeur et de 24% en volume rien qu'en 2018, cette tendance se poursuivant en 2019.

Les prix que la RDC a reçus pour ses exportations de diamants - toujours faible - a également chuté de plus de 50% au cours des quinze dernières années, se situant actuellement à un peu plus de 8 \$ le carat.

La RDC est le quatrième producteur mondial de diamants bruts en volume et le 10e en valeur. Selon les statistiques officielles du Processus de Kimberley, la RDC a produit en 2018 16,4 millions de carats évalués à plus de 136 millions de dollars, mais le prix moyen par carat que le pays a tiré de ses diamants, 8,31 \$, était le plus bas du monde.

La production de diamants de la RDC en 2018 représentait 11% de la production mondiale mais moins de 1% de sa valeur.

La Belgique a importé 6,72 millions de carats d'une valeur de 59,1 millions de dollars de la RDC en 2018. Le montant importé représentait 7,25% du volume total des importations de diamants bruts belges.

LITHIUM

AVZ Minerals obtient un nouveau financement de 10,6 millions de dollars pour le projet Manono

La compagnie minière AVZ Minerals, active en RDC sur le projet de lithium Manono, a annoncé le 04 mai 2020 la conclusion d'un nouvel accord de financement avec son partenaire, le chinois Yibin Tianyi. Ce dernier va investir 10,6 millions de dollars australiens (environ 7 millions \$) dans le cadre d'un placement, ce qui lui donnera droit à 9 % d'intérêts dans la société.

Les fonds serviront dans un premier temps à rembourser

une dette de 1 million \$ et ensuite entreprendre les premiers travaux au projet Manono. Le reste sera utilisé pour les besoins en fonds de roulement.

Selon les résultats de l'étude de faisabilité définitive (DFS) publiée en avril 2020, le projet Manono pourrait, grâce à un investissement de 545,5 millions \$, produire annuellement 700 000 tonnes de concentré de spodumène et 45 375 tonnes de sulfates de lithium primaire sur une durée de vie de 20 ans.

Alphamin produit plus de 2.500 tonnes d'Étain au deuxième trimestre 2020



Coltan – Kivu

La société minière Alpharim basée en République démocratique du Congo (RDC), a extrait de la mine de Bisié (Nord-Kivu), 2.739 tonnes d'étain au deuxième trimestre 2020, dépassant ainsi les prévisions de 2.400 à 2.600 tonnes attendues. Cette production représente une hausse de 29 % par rapport au trimestre précédent.

Cette performance s'explique par l'augmentation des volumes de minerai extraits et des teneurs plus élevées. Le débit de l'usine a augmenté de 8 % et sa capacité de traitement a même été dépassée.

Ces résultats ont permis à la compagnie d'enregistrer un bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement/earnings before interest, taxes, depreciation, and amortization (EBITDA) de 12,9 millions \$, en hausse de 2 %, avec à la clé une marge de 32 %.

Alphamin vise désormais une production comprise entre 2 600 et 2 800 tonnes d'étain au troisième trimestre, comptant sur l'amélioration des prix de l'étain pour générer davantage de flux de trésorerie. Alphamin a produit 2119 tonnes d'étain au premier trimestre de l'année.

Depuis une décennie, l'exploitation du coltan dans la province du Nord-Kivu et ailleurs fait l'objet de plusieurs contentieux.

En mars 2019, 600 kilos de coltan en provenance du

territoire de Masisi (Nord-Kivu) avaient été saisis par la police des mines. Ces minerais étaient en voie d'être exportés de manière irrégulière vers le Rwanda voisin.

Les statistiques du ministère des mines indiquent qu'en 2018, la RDC a exporté 2.190,18 tonnes de coltan pour une valeur de 60 868 778 USD. Le volume de la production artisanale du coltan pendant la même période (2018), était chiffrée à 1 838,77 tonnes. Les provinces du Nord-Kivu (721,52 tonnes) et du Haut-Lomami (523,63 tonnes) avaient contribué à près de 70% de la production artisanale pendant la période considérée.

Le coltan (mot-valise pour la colombite-tantalite) est un minerai de couleur noire ou brun-rouge dont on extrait le niobium (d'abord appelé colombium) et le tantale.

Il est formé par l'association de deux minéraux, la colombite (ou columbite) [(Fe, Mn)Nb₂O₆] et la tantalite [(Fe, Mn)(Ta, Nb)₂O₆], en proportion variable.

La colombite a été découverte en Nouvelle-Angleterre (États-Unis). Le coltan se trouve en quantités commerciales en Afrique centrale, notamment en République démocratique du Congo dans la région du Kivu qui détient entre 60 et 80 % des réserves mondiales, ainsi qu'en Australie, au Brésil, au Canada, en Espagne, dans la région de l'Orénoque au Venezuela et en Chine.

Numérique : opportunité pendant et après covid-19



La crise de la Covid-19 a révélé la capacité de création et d'innovation de nombreuses start-up africaines. Malgré l'impact attendu de la crise sur leurs activités, nombre d'entre elles ont réussi à trouver dans la pandémie une nouvelle opportunité de rebondir.

Les services numériques participent désormais à la réalisation des objectifs de développement : des télécoms au télétravail, en passant par les services financiers e-santé, et e-commerce, qui se révèlent de plus en plus indispensables pour permettre à tous les Africains, même ceux des milieux ruraux, d'avoir un accès aux services de soins.

Les Billets de Banque, les DAB (Distributeurs Automatiques des Billets), les GAB (Guichets Automatiques Bancaires), les TPE (Terminaux des Paiements Electroniques) ont été identifiés, de l'avis de plusieurs spécialistes, comme de grands vecteurs de Covid-19 ainsi que d'autres microbes. Voilà pourquoi, certaines Banques Centrales à travers le monde réfléchissent sur l'émission de leur monnaie électronique.

TROIS MONNAIES ELECTRONIQUES (M-PESA, ORANGE MONEY ET AIRTEL MONEY) sont émises par trois sociétés avec l'autorisation de la Banque Centrale du Congo.

L'arsenal juridique est prêt à 85% notamment, la loi n°18/019 du 09 juillet 2018 relative aux systèmes de paiement et règlement-titres, ainsi que les instructions numéros 006, 24, 42 et 43 de la Banque Centrale du Congo.

La pandémie de COVID-19 pourrait changer la donne sur le plan des services financiers numériques. Les ménages à faible revenu et les petites entreprises peuvent grandement bénéficier des percées dans les domaines de l'argent mobile, des services de technologie financière et des opérations bancaires en ligne.

Par ailleurs, les services financiers numériques favorisent l'inclusion financière, qui, elle, peut également stimuler la croissance économique. Si la pandémie devrait accroître l'utilisation de ces services, elle cause aussi

des difficultés pour la croissance des plus petits acteurs du secteur et met en évidence les inégalités d'accès aux infrastructures numériques. Il faudra agir sur plusieurs fronts pour assurer une inclusion optimale à l'avenir.

En marge du forum e-RDC 2020 de février 2020, le ministre des communications et nouvelles technologies et le directeur-général pour la RDC de Huawei ont signé un protocole d'accord portant sur le déploiement des infrastructures digitales dans le pays. Huawei Technologies-RDC veut participer à l'élaboration du plan du numérique national, à la couverture du réseau dans les zones rurales et à la formation des jeunes. En 2006 déjà, Huawei a investi dans son siège et un centre de formation en RDC.

Le réseau international Congo Business a tenu son deuxième événement business en ligne de l'année sur Cisco WebEx le 28 mai 2020. Thème : « Comment se positionner pour faire des affaires en République démocratique du Congo après la pandémie du Coronavirus ».

À la conclusion de cet échange les intervenants et les participants ont conclu que la digitalisation des entreprises congolaises sera une priorité après la pandémie de Coronavirus. La stratégie digitale des entrepreneurs congolais devrait être la priorité sur la façon de recruter du personnel, de former des collaborateurs en ligne, de faire des démarches juridiques, de travailler à distance, de faire des études de marché, et de chercher des partenaires commerciaux et des investisseurs dès que la pandémie a pris fin dans le pays.

Pour sa part, Konnect Africa, filiale d'Eutelsat Communications, Schoolap et Flash Services, annoncent la signature d'un protocole d'accord visant à connecter à internet plusieurs milliers d'écoles en RDC. Près de 3.600 écoles bénéficieront d'une connexion internet haut débit permettant l'accès à une plateforme de numérisation de tout le contenu scolaire officiel et à un contenu pédagogique de qualité. Une seconde phase pourrait s'étendre à plusieurs dizaines de milliers d'écoles.



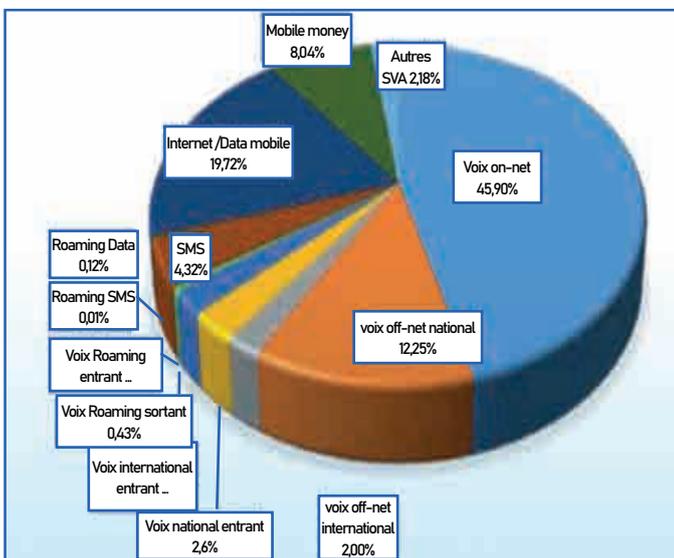
Les 4 sociétés de téléphonie mobile ont généré un revenu total de 381,68 millions USD au 1^{er} trimestre 2020



Les quatre opérateurs mobiles mis ensemble, ont enregistré plus de 38 millions d'abonnements, générant ainsi un Revenu total de plus de 381,68 millions de dollars américains.

Ce chiffre d'affaires réalisé par ces opérateurs au premier trimestre 2020 est en hausse de l'ordre de 0,51% par rapport au quatrième trimestre 2019, soit de 379,75 à 381,68 millions USD. « Cette hausse générale a été particulièrement menée les revenus Data mobile qui ont marqué la période avec une augmentation de l'ordre de 12,58%. Par ailleurs, une baisse de l'ordre de 1,62% du Revenu moyen par Abonné (ARPU) a été observée soit de 3,440 USD à 3,384 USD/mois.

Parts des composantes du revenu global T4-19, T1-20



Source : Autorité de régulation de la Poste et des télécommunications du Congo (ARPTC)

Selon l'ARPTC, au cours des trois premiers mois de l'année, le marché de la téléphonie mobile, bien que caractérisée par les effets liés à la pandémie mondiale de la Covid-19, a été marqué par « une forte croissance des indicateurs relatifs aux services d'Internet mobile particulièrement ceux des services Data mobile et Mobile Money contre une baisse drastique des trafics des services Voix offerts par les quatre traditionnels opérateurs mobiles à savoir, Airtel Congo, Vodacom RDC, Orange RDC et Africell RDC.

En RDC, la création d'un organe de régulation de la poste et des télécommunications s'inscrit dans le cadre des réformes initiées dans le secteur et ce à la suite de la constatation des dysfonctionnements et de l'inadaptation des structures juridiques, administratives et économiques existantes au regard de l'évolution des marchés et des enjeux résultant des progrès.



3.1.7.1. Le Fonds d'investissement pour le climat offre 21,5 millions USD pour la gestion durable des forêts de la RDC

En perspective d'engager une gestion durable de son secteur forestier qui revêt une importance capitale en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'améliorer la gouvernance forestière, la République démocratique du Congo a obtenu une subvention de 21,5 millions USD de la part de « Climate investment funds (CIF).

Ce projet sera mis en œuvre avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD), un des partenaires bancaires du CIF pour le développement multilatéral et un pilier dans le domaine du climat et du développement en Afrique.

Le pays abrite 60% des forêts du bassin du Congo, le deuxième plus grand massif forestier au monde, et stocke jusqu'à 140.000.000.000 (cent quarante milliards) de tonnes de dioxyde de carbone (CO2) comme « poumon » mondial.

Les Fonds d'investissement pour le climat ont été conçus par des pays développés et en développement et sont mis en œuvre avec les banques multilatérales de développement pour combler le déficit de financement et d'apprentissage entre aujourd'hui et le prochain accord international sur le changement climatique.



ENERGIE

Projet hydroélectrique Inga III : le retrait du soutien de la RSA rendra le projet non bancable et non réalisable

Outre le retrait de l'Afrique du Sud, deux autres facteurs pourraient remettre en cause l'ensemble du projet :

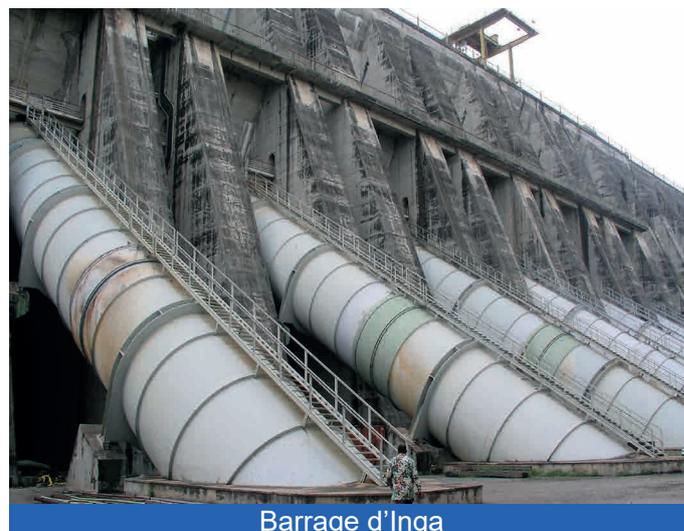
- le retrait fin janvier 2020 de la société espagnole ACS, membre de l'un des deux consortiums retenus pour développer le barrage,
- et la volonté du nouveau président congolais Félix Tshisekedi de donner une nouvelle orientation au projet. À ce stade, l'avenir d'Inga III est, une fois de plus, incertain.

Le projet Inga vise l'exploitation du potentiel électrique du fleuve Congo estimé à plus de 45000 MW. Les centrales Inga I (351MW) et Inga II (1424MW) ont déjà été construites et le pays a entamé depuis plusieurs années le développement d'Inga III.

Sous la présidence de l'ex-dirigeant du pays, Joseph Kabila, il était prévu initialement qu'Inga III soit doté d'une capacité de 11000 MW et soit financé à hauteur de 14 milliards \$ par un consortium sino-espagnol. Récemment, la partie espagnole a annoncé son retrait en raison de divergences sur la répartition des parts.

Le président Félix Tshisekedi a récemment annoncé que la taille du projet sera réduite à 4800 MW avant d'être augmentée progressivement.

En attendant, plusieurs analystes redoutent que le projet finisse en éléphant blanc en raison du manque de planification réelle par les autorités. «La RDC n'a jamais eu un véritable plan ni pour Inga 1 ou Inga 2, et encore moins pour Inga 3. C'est sous la pression



Barrage d'Inga

externe, des Sud-africains notamment, que nous avons commencé à essayer de structurer le projet», a affirmé Al Kitenge, un analyste économique à Kinshasa.

La desserte du pays en électricité est confrontée à des difficultés majeures dues à la carence des investissements en faveur des principales structures en charge de la fourniture d'électricité : une capacité de production longtemps stationnaire, des réseaux vétustes et obsolètes, l'absence de planification du développement du secteur, un accès à l'électricité insignifiant : moins de 1% en milieu rural ; 9% en moyenne sur l'ensemble du territoire, au regard des 42% de moyenne africaine subsaharienne.

Signature d'un accord avec le Rwanda pour encadrer l'exploitation du gaz méthane



Exploitation du gaz méthane sur le lac Kivu-Rwanda

La République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda s'engagent à protéger la biodiversité du lac Kivu, dans le cadre de l'exploitation de son méthane.

Les deux parties ont réitéré leur engagement à encadrer l'exploitation du méthane contenu dans le sous-sol du lac Kivu afin de permettre la production électrique.

Le lac Kivu recèle une grande biodiversité et de nombreuses ressources naturelles qui sont importantes pour la vie humaine.

La quantité de méthane présente dans le lac Kivu permettra la production de 700 MW d'électricité sur une période de 55 ans. Les deux pays qui partagent le lac entendent exploiter cette ressource non seulement pour la production électrique, mais aussi pour celle de gaz de cuisson afin de réduire la déforestation.

La RDC et le Rwanda se sont aussi engagés à mettre en place des techniques respectueuses de la biodiversité en surveillant de près les travaux de recherche et de développement permettant de réduire les risques d'explosion du gaz.

Noter que Rwanda avait déjà lancé une étude de faisabilité du projet et un processus de sélection d'entreprises désireuses de mettre en place des plateformes d'exploitation du gaz.

LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

Projets en cours dans le secteur des infrastructures



La Table Ronde pour la levée de fonds pour le Programme des Investissements pour le Développement des infrastructures en Afrique a été reportée pour cause de pandémie. En ce qui concerne la RDC, 4 projets sont sur la table, à savoir :

1. le Pont-Route-Rail (PRR) entre Brazzaville et Kinshasa (avec prolongement du rail jusqu'à Ilebo pour compléter une dorsale ferroviaire Pointe-Noire - Kinshasa - Lubumbashi - Afrique australe;
2. La navigation sur le fleuve Congo et ses affluents Oubangui et Sangha;
3. la construction d'un pont sur la rivière Oubangui qui établit l'axe routier Bangui -Kisangani - Kampala et Kisangani - Bujumbura et
4. le Port en eaux profondes de Banana.

La Congolaise des Voies Maritimes (CVM) a reçu le 29 juin 2020 du Gouvernement un financement chiffré à 5 millions USD pour mieux réaliser le dragage au niveau de Moanda, Boma et Matadi pour ainsi permettre aux gros bateaux de bien naviguer.

La Direction générale du Fonds National d'Entretien Routier (FONER) envisage disponibiliser une enveloppe de l'ordre de 106 848 818 dollars américains pour trois services étatiques qui œuvrent dans les infrastructures routières en RDC. Il s'agit notamment de l'Office de routes (OR), Office de voiries et drainage (OVD) et la Direction de voies de desserte agricole (DVDA). Cela pour financer le Programme d'entretien routier 2020 (PER 2020) sur l'ensemble du réseau routier de la République Démocratique du Congo.

Bolloré Transport & Logistics annonce l'ouverture d'une agence à Kalemie en République Démocratique du Congo (RDC). Cette nouvelle implantation dans la province du Tanganyika renforce le réseau de l'opérateur logistique de référence en Afrique. Elle accompagnera les projets de développement économique et social de la RDC, dont la construction des infrastructures portuaires et aéroportuaires et l'exploration de chantiers miniers.

Elle va aussi participer grâce au Lac Tanganyika au développement des échanges intra-africains à l'Est de la RDC, au Port de Kigoma (Tanzanie), à Bujumbura (Burundi) et à Mpulungu (Zambie).

Certains projets dans les domaines de l'électricité, de la fibre optique et des infrastructures portuaires sont de nature à intéresser des investisseurs pour la structuration en partenariats public-privé (PPP).

KINSHASA

17 millions USD pour la construction d'une digue sur le site rizicole du Pool Malebo à Masina

Ce projet a été initié par le gouvernement avec l'appui des partenaires au développement notamment, la Banque arabe pour le développement de l'Afrique (BADEA) et le Fonds OPEP pour le développement international ainsi que de l'OFID, une institution internationale de financement du développement. Il bénéficie déjà de 15 millions USD de deux partenaires qui ont permis le démarrage des travaux pour la première phase et pour la commande des moto-pompes. Au cours de cette première phase,

souligne le gouvernement a apporté un appui de deux millions USD pour son parachèvement dudit projet.

Le projet a pour objectif de permettre aux riziculteurs d'augmenter la capacité de production afin de lutter contre l'insuffisance de ce produit sur le marché de Kinshasa.

La capacité de production du Pool Malebo est estimée à 6.000 tonnes de riz l'an et qu'actuellement le site produit 3,5 tonnes par hectare.

12 hôpitaux inscrits dans le projet de gestion numérique des données COVID-19

Le vice- ministre de la Santé, Albert Mpeti Biyombo a procédé, le 8 juillet 2020, au lancement du projet expérimental de la gestion des données de la Covid-19 pour 12 hôpitaux de la capitale Congolaise.

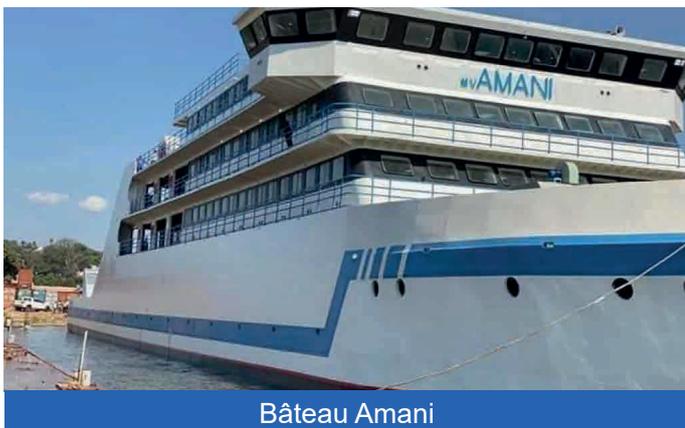
Cette action vise l'arrimage des formations médicales choisies aux nouvelles techniques de conservation des données des patients, sous le parrainage de l'Agence nationale d'ingénierie clinique d'information et d'informatique de la Santé avec ses différents partenaires.

Elle rentre également dans le cadre de processus de transformation digitale dans le secteur de la santé.

Parmi les partenaires, il y a lieu de compter Kinshasa Digital SAS ou encore l'opérateur de téléphonie mobile Airtel, qui, pour l'occasion, a offert des ordinateurs portables avec logiciel dédiés pour la collecte des données ainsi que des Routeurs LTE, en vue de permettre une connectivité de ces institutions sanitaires.

TANGANYIKA

Le gouverneur Zoé Kabila inaugure le bateau Amani



Bâteau Amani

Le gouverneur de la province de Tanganyika, Zoé Kabila, a inauguré, le 30 juin 2020 au port de Kalemie, le bateau Amani, un investissement d'un privé.

Ce gigantesque bateau, mis à flot sur le lac Tanganyika, a une capacité de 3000 tonnes et peut transporter entre 90 et 100 véhicules. Il pourra desservir les villes

de Kalemie et Uvira, dans la province du Sud-Kivu, ainsi que plusieurs ports jetés sur le lac Tanganyika.

Le bateau Amani, c'est l'oeuvre d'un privé que tous les gens de Kalemie et du Tanganyika et de plus en plus les citoyens congolais connaissent. C'est un ouvrage qui a été construit dans une cale sèche de la SNCC.



Bâteau Amani

ITURI

19.000.000 de dollars américains pour le démarrage de travaux de la réhabilitation de la RN4

L'entreprise chinoise Zenghei technique corporation (ZTC) a démarré les travaux de la réhabilitation de la RN4 Kisangani-Bunia grâce au financement du Fonds national d'entretien routier (FONER) à hauteur de 19.000.000 (dix-neuf millions) de dollars américains.

Ces travaux qui consistent essentiellement à la suppression de gros bourniers sur la route reliant l'est à l'ouest du pays ainsi qu'au remblayage ont débuté à partir de la province de la Tshopo pour progresser jusque dans la province de l'Ituri.

La réhabilitation de la RN4 constitue un ouf de soulagement pour éviter des voyages de mauvaise condition sur cette route longue de 725km.

La même source annonce le début des travaux de la réhabilitation de la RN27 Bunia-Mahagi (185km) dans un délai raisonnable grâce toujours au financement du FONER.

La dégradation de la RN27 a provoqué à ce jour le renversement de six camions citernes causant la mort de deux personnes.

SUD-KIVU

Les jeunes se mobilisent pour une plus grande production de la culture d'ananas à Idjwi



Culture d'ananas à Idjwi

Les jeunes réunis au sein de la plateforme Droits, Environnement et Citoyenneté (DEC) ce sont engagés à mobiliser les agriculteurs à la production de plus de tonnes d'ananas d'ici 2022.

Ils ont créé des groupements des producteurs composés d'agriculteurs d'ananas et d'autres produits comme le café et le soja qu'ils vont appuyer par leurs contributions afin de les amener à produire plus.

Dans leurs plaidoyer, ces jeunes ont rencontré certains investisseurs qui ont manifesté leur volonté de s'installer à Idjwi pour intervenir dans la transformation d'ananas à une condition, que la production soit suffisante.

Le territoire insulaire d'Idjwi est considéré comme le grand producteur des ananas de bonne qualité dans la partie Est de la RDC et à lui seul exporte actuellement la quasi-totalité de sa production vers l'extérieur du pays et dans les villes de Goma et de Bukavu.

Mais cette culture est butée à plusieurs défis liés au manque d'outils de travail, à l'absence d'engrais mais aussi la transformation.

Ce qui a amené ces jeunes à dire que des améliorations doivent être faites dans le domaine d'accès à l'énergie afin d'accroître la chaîne de valeur d'ananas.

«Tant que nous n'arriverons pas à transformer toutes cette production pour donner des emplois à nos jeunes qui finissent les études sans perspectives d'avenir, les efforts des paysans et grands producteurs seront nuls », ont-ils dit aux producteurs.

Les autorités et agriculteurs d'Idjwi souhaitent que l'ananas produit soit transformé sur place en jus ou en vin, ce qui va leur permettre de certifier leurs produits et les vendre ailleurs.

KASAÏ ORIENTAL

Mutombo Dikembe finance la construction d'une école des sciences et de l'entrepreneuriat à Mbuji-Mayi

Le basketteur Mutombo Dikembe a lancé la construction de l'Institut Samuel Mutombo, du nom de son défunt père qui fut enseignant. Cette école installée à Mbuji-Mayi sera axée sur les sciences et l'entrepreneuriat. Elle sera opérationnelle dès septembre 2021.

660 élèves sont attendus pour la première rentrée. Le cursus commencera dès la pre-maternelle.

Suite à la pandémie de COVID-19, le Basketball Hall of Famer n'a pas pu assister à la cérémonie d'inauguration.

18 saisons de NBA et près de 1200 matchs, Mutombo

est connu et reconnu tant pour son empreinte dans le monde du basketball qu'à travers ses actions caritatives.



Plan de l'Institut Samuel Mutombo

Africa Ceo Forum organise le « Family Business Summit » virtuel du 1^{er} au 2 octobre 2020

Objectifs visés, permettre aux propriétaires et dirigeants d'entreprise familiale provenant de plus de 30 pays africains et internationaux d'échanger chaque année entre eux; leur offrir une occasion de rencontrer des experts reconnus autour d'idées et de bonnes pratiques, tout en nouant des relations pour de futurs partenariats.

Les entreprises familiales se sont développées au rythme de la croissance africaine jusqu'à devenir de forces incontournables des économies du continent.

« Family Business Summit » va donc les accompagner dans une nouvelle étape de leur croissance.

A l'heure où une immense majorité de dirigeants d'entreprises familiales africains ont basculé de l'optimisme au pessimisme, le thème « Preparing for the Future » rythmera la première édition de cet événement.

Le programme prévoit pendant 6 heures, à travers des témoignages, des ateliers en

groupes restreints; des rencontres exclusives avec des spécialistes; des rendez-vous privés.

Aussi, les participants bénéficieront de solutions pratiques afin d'insuffler la culture de l'agilité, de l'autonomie et de l'innovation dans leurs entreprises, d'organiser le leadership pour sortir de la crise par le haut, de préparer un nouveau futur, de saisir les opportunités d'investissement et de travailler pour le bien commun.

Hormis les six heures de rencontre BtoB, 300 participants et 12 workshops de haut niveau.

Ce sommet en ligne offre plusieurs avantages aux dirigeants, propriétaires, investisseurs et experts, à savoir : échanger et s'allier avec des entreprises panafricaines qui vous ressemblent ; Bénéficier de l'appui d'experts reconnus, à travers des sessions en comité restreint ; Préparer le futur, diversifier vos investissements.

Sixième édition du Sultani Makutano reporté au mois de décembre 2020

Le forum annuel d'affaires, Sultani Makutano, qui a traditionnellement lieu début septembre, est reporté aux 4 et 5 décembre 2020 pour cause de pandémie. Le Makutano a aujourd'hui une dimension internationale forte et il accueillera des personnalités du monde économique et politique de toute l'Afrique et au-delà.

Plusieurs thématiques sont prévues à ce forum : Analyser les notions d'interdépendance de la RDC et

de l'Afrique avec le reste du monde, les grands axes de développement liés à la transition écologique et à la mise en place de modèles durables adaptés aux économies et aux cultures africaines, enjeux liés à l'agriculture durable, à l'appropriation des NTIC dans les administrations ou à l'intégration des jeunes dans les circuits économiques. On va aborder également les enjeux de la prise par la RDC de la présidence de l'Union africaine en 2021.



Travaux relatif à la réhabilitation des conduites et des bornes fontaines des réseaux mis en service à Mbuji-Mayi, RD Congo

Type de marché : Marché de travaux
Législation applicable : FED
Description : Pour d'information prière de contacter Monsieur Frank VANSPAUWEN à l'adresse mail: frank.vanspauwen@enabel.be

Pièce(s) jointe(s) : - 1. Annexe A – Simulation pression réseaux de distribution EPANET et profils en long des refoulements

- Réseau d'adduction d'eau potable TSHIBOMBO TSHIMUANGI (R5)
- Réseau d'adduction d'eau potable LUPANDU (R8)
- DAO premier partie
- DAO deuxième partie
- 2. Annexe B – Plans Ouvrage Génie Civil
- Réseau d'adduction d'eau potable LUPANDU (R8)
- Réseau d'adduction d'eau potable DIPAI (R10)
- Réseau d'adduction d'eau potable BUSAMBI (R9)

Date de clôture : 24-09-2020

Marché de services relatif à la maîtrise d'œuvre dans le cadre des interventions d'Enabel dans le secteur des infrastructures en RDC et RCA

Type de marché : Marché de services
Législation applicable : Belge
Description : Pour plus d'informations, merci de contacter Monsieur Frank VANSPAUWEN : frank.vanspauwen@enabel.be.

Pièce(s) jointe(s) : reprdc_rdc21306-12_csc.pdf
 reprdc_rdc21306-12_csc_erratum_1.pdf
 reprdc_rdc21306-12_csc_erratum_2.pdf
 reprdc_rdc21306-12_questions_reponses.pdf

Date de clôture : 24-09-2020

AVIS RECTIFICATIF: Marché 7 - Extension de la Centrale hydroélectrique de Lungudi à Tshikapa

Prêt BAD/FAD N° 2100150036496

Adresse: bureau de l'Unité de Coordination et de Management des projets du ministère des Ressources hydrauliques et Electricité, « UCM », 1022, Avenue des Forces Armées de la RDC (ex-Avenue du Haut-Commandement), 2ème étage de l'immeuble à usage de bureaux, Concession Zimbali – Gombe River, à Kinshasa/Gombe, République Démocratique du Congo (RDC).

Date limite : 30/09/2020

Sélection d'institutions financières participantes à la mise en œuvre de la ligne de crédit et munies des sous-projets de demande de crédit dans le cadre du Projet d'Accès et d'Amélioration des Services Electriques (PAASE)

Contacts : info@ucmnergie-rdc.com) et au guichet de refinancement de la Banque Centrale (E-mail : bapebabo@bcc.cd ou k.nsumbu@bcc.cd)
 Guichet de refinancement de la Banque Centrale (au secrétariat de la Direction des analyses économiques), 563, Boulevard Colonel Tshatshi, Commune de la Gombe, Kinshasa. Tél : +243810 750 340
 Unité de Coordination et de Management des Projets du ministère des Ressources hydrauliques et Electricité (UCM) /Concession Zimbali-Gombe River
 1022, Avenue des Forces Armées de la RDC Commune de la Gombe, Kinshasa
 Tél : +243 84 782 4066

Date de Clôture : 26-10-2020

Renforcement du système de santé pour de meilleurs résultats en matière de santé maternelle et infantile – Banque Mondiale

AF III RDC Renforcement du système de santé pour de meilleurs résultats en matière de santé maternelle et infantile (P169753)
 Projet sur un troisième subvention supplémentaire proposée pour un montant de 120 millions de USD.

Catégorie : Marché de Services
Lieu : RDCongo - Kinshasa
Date de Clôture : 31-12-2021

Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne en RDC C/o Ambassade de Belgique à Kinshasa

Beltrade info



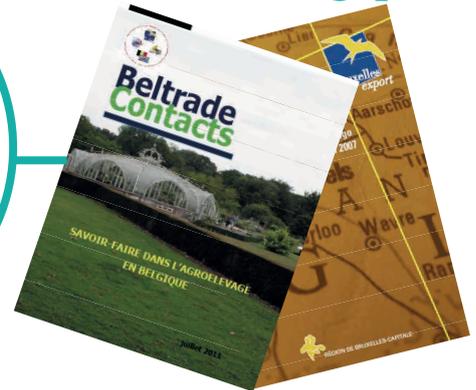
Beltrade cahier sectoriel



*Beltrade contacts
RDC*



*Beltrade contacts
Belgique*



*Missions économiques
en RDC*



*Missions économiques
en Belgique*



Site internet : www.hub.brussels

BELTRADE



Synthèse des faits importants de l'actualité économique de la RDC, Beltrade info présente aux opérateurs économiques la situation économique et les opportunités d'affaires actuelles en RDCongo.

Il comprend 6 parties:

1. Conjoncture macroéconomique et climat des affaires
2. La RDC dans les relations internationales
3. Actualité des secteurs de production
4. Echos des provinces
5. L'agenda des principaux événements à venir
6. Appels d'offres du mois

Beltrade info est édité par la Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne. Cette Représentation a pour vocation d'aider les entreprises belges et congolaises à nouer des relations d'affaires. Ses bureaux sont situés à l'Ambassade de Belgique à Kinshasa.